

Cote du document:	EB 2016/119/R.15
Point de l'ordre du jour:	11 b)
Date:	16 novembre 2016
Distribution:	Publique
Original:	Anglais

F



Investir dans les populations rurales

République fédérale démocratique d'Éthiopie

Programme d'options stratégiques
pour le pays

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Han Ulaş Demirag
Directeur et représentant dans le pays
Division Afrique orientale et australe
téléphone: +251 1 1617 2439
courriel: u.demirag@ifad.org

Edward Heinemann
Spécialiste technique supérieur
Division des politiques et du conseil technique
téléphone: +39 06 5459 2398
courriel: e.heinemann@ifad.org

Transmission des documents:

William Skinner
Chef du Bureau des organes
directeurs
téléphone: +39 06 5459 2974
courriel: gb_office@ifad.org

Conseil d'administration — Cent dix-neuvième session
Rome, 14–15 décembre 2016

Pour: Examen

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Carte du pays indiquant les zones d'intervention du FIDA	iii
Résumé	iv
I. Diagnostic concernant le pays	1
II. Enseignements et résultats précédents	4
III. Objectifs stratégiques	5
IV. Résultats durables	7
A. Ciblage et problématique hommes-femmes	7
B. Reproduction à plus grande échelle	8
C. Participation à l'élaboration des politiques	8
D. Ressources naturelles et changement climatique	9
E. Agriculture et développement rural sensibles aux enjeux nutritionnels	9
V. Réussite de la mise en œuvre	10
A. Cadre de financement	10
B. Suivi-évaluation	11
C. Gestion des savoirs	11
D. Partenariats	12
E. Innovations	12
F. Coopération Sud-Sud et triangulaire	12
Appendices	
I. COSOP results management framework (Cadre de gestion des résultats du COSOP)	12
II. Agreement at completion point of last country programme evaluation (Accord conclusif relatif à la dernière évaluation du programme de pays)	14
III. COSOP preparation process including preparatory studies, stakeholder consultation and events (Processus de préparation du COSOP, y compris les études préparatoires, la consultation des parties prenantes et les manifestations)	22
IV. Natural resource management and climate change adaptation: background, national policies and IFAD intervention strategies (Gestion des ressources naturelles et adaptation au changement climatique: généralités, politiques nationales et stratégies d'intervention du FIDA)	27
V. Country at a glance (Coup d'œil sur le pays)	30
VI. Concept note (Note conceptuelle)	31

Dossiers clés

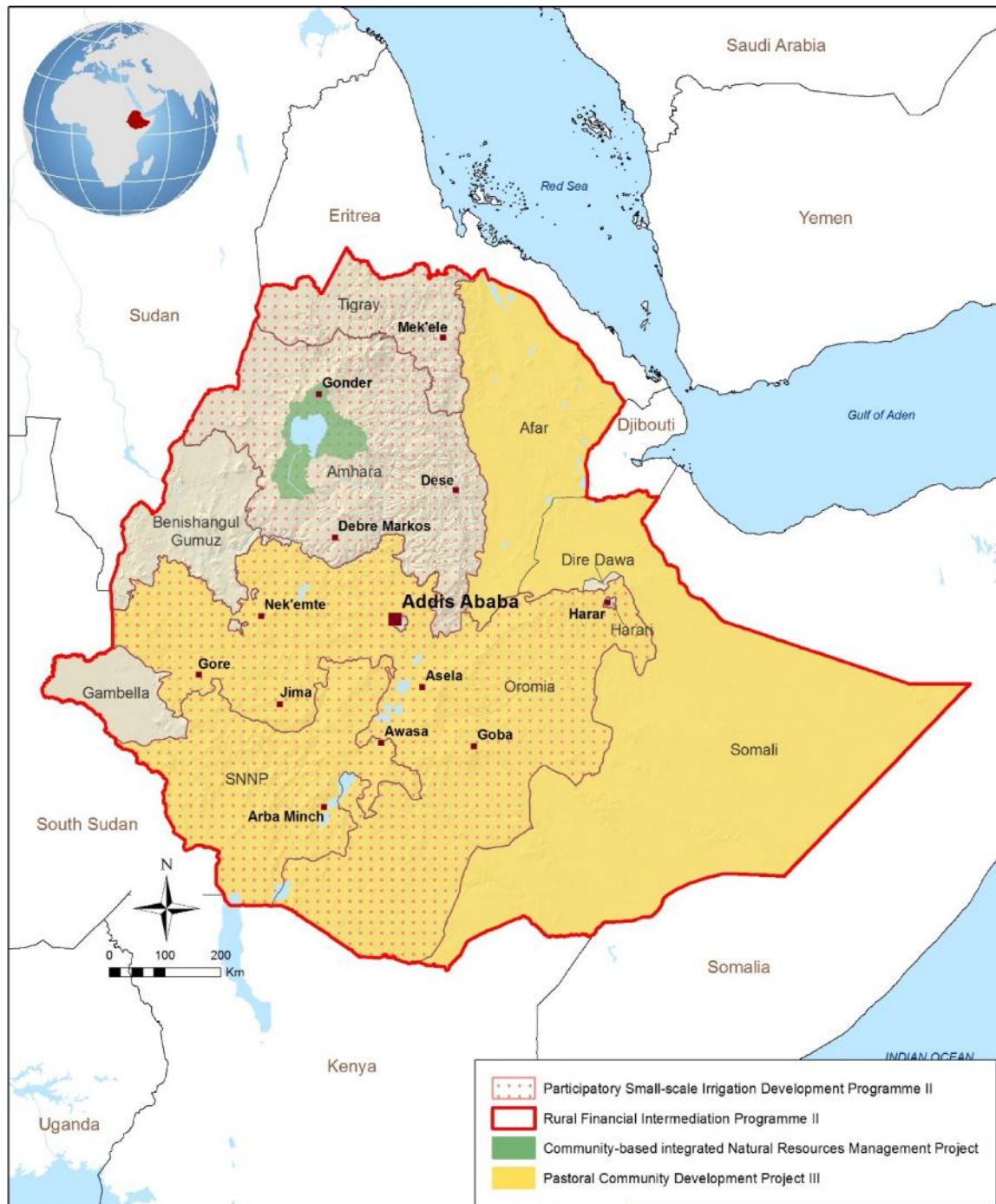
1.	Rural poverty and agriculture/rural sector issues (Problèmes liés à la pauvreté rurale et au secteur agricole/rural)	39
2.	Organizations matrix (strengths, weaknesses, opportunities and threats analysis) (Matrice de l'organisation – analyse des forces, faiblesses, possibilités et menaces)	41
3.	Complementary donor initiatives/partnership potential (Initiatives complémentaires des donateurs et potentiel de partenariat)	44
4.	Target group identification, priority issues and potential response (Détermination du groupe cible, questions prioritaires et réponses possibles)	45

Sigles et acronymes

COSOP	Programme d'options stratégiques pour le pays
EPP	Évaluation du programme de pays
FIDA10	Dixième reconstitution des ressources du FIDA
PASIDP	Programme de développement participatif de la petite irrigation
PCDP	Projet de développement des communautés pastorales
S&E	Suivi-évaluation
SAFP	Système d'allocation fondé sur la performance

Carte du pays indiquant les zones d'intervention du FIDA

Éthiopie
Opérations en cours financées par le FIDA



Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

Source: FIDA; 26/08/2016

Résumé

1. Le présent programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) a pour objet de donner une vision à plus long terme de l'engagement du FIDA dans le pays, et de servir de guide pour faire évoluer le programme de pays vers la nouvelle structure envisagée. L'Éthiopie est caractérisée par un contexte de développement dynamique et en évolution rapide, qui est soutenu par une vaste communauté de partenaires de développement, ce qui donne la possibilité au FIDA de mieux cibler son action de manière à maximiser son efficacité et son impact sur le développement. La stratégie adoptée repose sur: i) l'expérience acquise et les enseignements tirés des investissements précédents; ii) les orientations qui se dégagent du deuxième Plan de transformation et de croissance; iii) l'analyse des tendances et des faits nouveaux pertinents; et iv) les attentes du Gouvernement éthiopien.
2. L'Éthiopie applique un modèle d'"État développementiste", avec des niveaux élevés d'investissement public qui ont favorisé une croissance économique à deux chiffres au cours des dix dernières années. La grande majorité (85%) de ses 99 millions d'habitants vit en milieu rural, et la croissance agricole inclusive a été le principal facteur de réduction de la pauvreté. Même si elle s'est améliorée, la productivité agricole reste faible en raison de la dégradation des sols, de la mauvaise gestion de l'eau, de l'utilisation limitée de la technologie, des pertes avant et après récolte et du système de commercialisation insuffisant. L'environnement agroécologique de l'Éthiopie est divers, allant des hauts plateaux tempérés ou au climat tropical humide aux basses terres chaudes et arides, et à cette diversité correspond une grande variété d'environnements socioculturels. Malgré cette hétérogénéité, il existe une caractéristique commune: la fragilité de l'Éthiopie sur le plan environnemental. La pression démographique a entraîné la dégradation des ressources naturelles, qui est aggravée par le changement climatique.
3. Le programme du FIDA est centré sur les zones du pays touchées par l'insécurité alimentaire, et de plus en plus sur les "régions émergentes". Ce programme favorise la croissance agricole inclusive, les groupes cibles prioritaires étant les femmes et les jeunes.
4. L'engagement du FIDA au titre du présent COSOP aidera les ménages ruraux à augmenter leurs revenus et à assurer leur sécurité alimentaire, améliorant ainsi leur prospérité et leur contribution au développement économique du pays. Ce but sera atteint par le biais des deux objectifs stratégiques suivants:
 - a) Objectif stratégique 1: accroissement de la résilience et de la productivité des écosystèmes et des moyens d'existence grâce à une meilleure gestion des ressources naturelles, notamment l'eau; et
 - b) Objectif stratégique 2: renforcement des liens avec le secteur privé afin d'assurer un accès plus facile et durable aux marchés, aux financements et aux techniques agricoles.
5. Ces objectifs seront atteints grâce aux investissements en cours ou nouveaux, au titre de la Dixième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA10) et de FIDA11. Les investissements futurs seront structurés en phases successives dans le cadre de programmes à plus long terme, selon un calendrier de reproduction à plus grande échelle progressive. Un nouvel investissement, qui permettra de reproduire à plus grande échelle et d'élargir la deuxième phase du Programme de développement participatif de la petite irrigation (PASIDP-II) dans les régions émergentes, sera financé au titre du cycle 2019-2021 du Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP).

6. Les services autres que les prêts qui visent à favoriser la réalisation des objectifs stratégiques seront notamment les suivants: i) établissement de partenariats avec le secteur privé et les instituts de recherche, afin de mobiliser un soutien technique et de faciliter l'adoption des innovations; ii) participation aux instances existantes, à des fins de collaboration à l'élaboration des politiques, de partenariat et de coordination; iii) appui à l'exécution et analyses techniques, afin de dégager et de consigner des enseignements et des savoirs; iv) appui au suivi-évaluation (S&E) et à la gestion des savoirs, qui serviront de point de départ pour la reproduction à plus grande échelle et la participation à l'élaboration des politiques; et v) échange de savoirs dans le cadre de la coopération Sud-Sud et triangulaire.

République fédérale démocratique d'Éthiopie

Programme d'options stratégiques pour le pays

I. Diagnostic concernant le pays

1. Depuis le début des années 1990, l'Éthiopie applique un modèle d'"État développementiste" selon lequel le gouvernement assume un rôle de premier plan dans l'économie. Des niveaux élevés d'investissement public ont favorisé une forte croissance économique depuis 2000, le PIB annuel par habitant atteignant 1 218 USD en 2014. Bien que l'indice de développement humain soit passé de 0,284 à 0,435 au cours de cette période, l'Éthiopie est classée au 173^e rang sur les 187 pays examinés. L'espérance de vie à la naissance s'est améliorée, passant de 52 à 63,6 ans, et le taux de pauvreté a été ramené de 56% à 29,6%. Avec 99 millions d'habitants, l'Éthiopie est le deuxième pays le plus peuplé d'Afrique. La grande majorité (85%) de sa population vit en milieu rural et est essentiellement tributaire des ressources naturelles locales pour couvrir ses besoins de base. Les taux de pauvreté sont plus élevés en milieu rural (30,4%) qu'en milieu urbain (25,7%).
2. Stimulée par des dépenses favorables aux pauvres consacrées aux services de base et aux filets de sécurité ruraux, la croissance agricole inclusive a été le principal facteur de réduction de la pauvreté. Au cours des dix dernières années, le secteur agricole éthiopien a progressé au rythme de 7,6% par an, en raison principalement de l'augmentation des superficies cultivées et de l'intensification de l'agriculture, le taux de croissance de la productivité étant estimé au total à 2,3% par an. La multiplication par deux de l'utilisation d'intrants modernes s'explique par le niveau élevé des dépenses publiques en faveur du secteur agricole, notamment la vulgarisation agricole, mais également par l'amélioration du réseau routier, l'augmentation du niveau d'éducation en milieu rural, et les incitations liées aux prix locaux et internationaux favorables. Malgré ces progrès, le pays reste un importateur net de céréales. Bien qu'elle s'améliore, la productivité agricole reste faible du fait de la dégradation des sols, de la mauvaise gestion de l'eau, de l'utilisation limitée de la technologie, des pertes avant et après récolte (comprises entre 10 et 15%), et du système de commercialisation insuffisant.
3. L'Éthiopie est caractérisée par un environnement agroécologique extrêmement divers, allant des hauts plateaux tempérés ou au climat tropical humide aux basses terres chaudes et arides, et à cette diversité correspond une grande variété d'environnements socioculturels. Malgré cette hétérogénéité, il existe une caractéristique commune: la fragilité de l'Éthiopie sur le plan environnemental. La pression démographique a entraîné la dégradation des ressources naturelles, qui est aggravée par le changement climatique avec la multiplication d'événements météorologiques extrêmes: sécheresses, inondations¹, pluies torrentielles, vents forts, gel, vagues de chaleur, etc. La sécheresse en particulier fait peser une menace permanente sur les moyens d'existence en milieu rural et sur l'économie dans son ensemble². Sur les hauts plateaux, où les systèmes de production agricole prédominent, le secteur agricole repose essentiellement sur les petits exploitants, qui assurent de 90% à 95% environ de la production du pays. Un tiers environ des ménages ruraux cultivent moins de 0,5 hectare, principalement pour leur subsistance. Ces ménages ne sont guère intégrés aux marchés, ont un accès limité

¹ Les principales inondations qui ont entraîné la perte de vies humaines et de biens se sont produites dans différentes régions du pays en 1988, 1993, 1994, 1995, 1996, 2006 et, plus récemment, en 2015-2016 sous l'effet du phénomène El Niño.

² Les phénomènes récents El Niño et son pendant La Niña, qui ont eu des répercussions sur les moyens d'existence, sont la preuve de l'ampleur que peuvent prendre ces menaces, situation qui risque de s'aggraver en raison du changement climatique.

aux financements et aux techniques agricoles modernes, et sont vulnérables face à la sécheresse, la dégradation de l'environnement et les autres risques. Dans les basses terres, parmi les principaux systèmes de subsistance figurent le pastoralisme, l'agropastoralisme et les moyens d'existence des anciens pasteurs, qui survivent désormais en pratiquant des activités autres que l'élevage, comme le commerce, l'agriculture et le travail salarié.

4. Régions émergentes et fragilité. L'Éthiopie est une fédération dirigée par un gouvernement fédéral et neuf gouvernements des États régionaux et comprenant deux villes à charte (Addis-Abeba et Dire Dawa). Selon leur niveau de développement économique et social, les neuf régions fédérales sont généralement classées en "grandes régions", au nombre de quatre, et régions dites "émergentes". Les premières comprennent le Tigré, l'Amhara, l'Oromia³ et la Région des nations, nationalités et peuples du Sud. Les régions émergentes comprennent Benishangul-Gumuz et Gambella dans la partie occidentale du pays, et les régions Afar et Somali dans la partie orientale. Les régions émergentes, qui débordent largement sur les basses terres arides, ont plusieurs points communs:
 - i) l'éloignement du centre du pays et la proximité avec des États voisins souvent fragiles;
 - ii) la prédominance de moyens de subsistance pastoraux et agropastoraux;
 - iii) un accès limité aux services publics (notamment les écoles et les dispensaires) et aux infrastructures (y compris les routes); et
 - iv) par conséquent, un faible niveau d'alphabétisation, d'éducation institutionnelle et de santé publique, et une pauvreté généralisée. Il s'ensuit que la paix et la sécurité dans ces régions sont généralement plus instables en raison des conflits ethniques et du degré élevé de vulnérabilité face aux risques liés à l'environnement, caractéristiques qui correspondent en fait à la définition de la fragilité par le FIDA.
5. Problématique hommes-femmes. Les femmes jouent un rôle important dans la production et la commercialisation des produits agricoles en milieu rural⁴. Elles participent directement à tous les aspects de la production agricole et, en particulier, elles contribuent souvent pour beaucoup à la production maraîchère. Dans les zones pastorales, elles jouent un rôle encore plus important dans les activités agricoles⁵. Elles doivent également veiller à ce que le ménage, les enfants en particulier, ait une alimentation saine. Les ménages dirigés par une femme (25% de l'ensemble des ménages) sont souvent parmi les plus pauvres. Ils possèdent peu d'actifs, pratiquement pas de terres, ont un accès limité au crédit, un faible niveau d'alphabétisation et un pouvoir de décision réduit (ces femmes sont dépendantes de leurs parents de sexe masculin). Généralement, leur ménage compte peu de membres économiquement actifs et est plus vulnérable face aux conséquences des catastrophes naturelles.
6. Jeunes. D'après la définition figurant dans la Politique nationale en faveur de la jeunesse adoptée par l'Éthiopie en 2004, les jeunes sont les personnes âgées de 15 à 29 ans. L'Éthiopie est un pays jeune, 45% de sa population ayant moins de 15 ans, et 71% moins de 30 ans. Les taux de chômage ou d'emploi dans le secteur informel parmi les jeunes, les jeunes femmes en particulier, sont plus élevés que la moyenne nationale, tant en milieu rural qu'urbain. La majorité des jeunes vivent en milieu rural, où il est de plus en plus difficile d'assurer sa subsistance grâce à l'agriculture, en particulier dans certaines zones des hauts plateaux, du fait de la densité de population très élevée et de la petite taille des exploitations.

³ La région d'Oromia englobe la région d'Harari, qui est essentiellement urbaine et n'entre pas dans la classification.

⁴ En 2014, le taux d'emploi des femmes dans l'agriculture était de 69,7%.

⁵ Leur mode de vie est plus sédentaire: alors que les hommes parcourent de longues distances avec le bétail, elles restent au même endroit et s'intéressent donc davantage à certains types de pratiques culturelles dans le cadre de la stratégie de subsistance du ménage.

7. Nutrition. Le taux de malnutrition infantile chronique (retard de croissance) atteint 40,4% au niveau national, mais des taux plus élevés sont observés dans le Tigré (47,7%), l'Amhara (44,9%) et la Région des nations, nationalités et peuples du Sud (40,7%).
8. Contexte institutionnel. Le programme de pays du FIDA est mis en œuvre en collaboration avec les ministères suivants: i) Ministère des finances et de la coopération économique; ii) Ministère de l'agriculture et des ressources naturelles; et iii) Ministère des affaires fédérales et du développement des régions pastorales. Ces ministères sont représentés dans les régions par l'intermédiaire des bureaux régionaux, qui sont eux-mêmes décentralisés au niveau des woreda (districts) et des kebele (sous-districts). Le FIDA a également noué des liens étroits avec la Banque nationale d'Éthiopie, la Banque éthiopienne de développement, l'Association des institutions éthiopiennes de microfinance et l'Agence fédérale des coopératives, qui relève du Ministère de l'agriculture et des ressources naturelles. Les partenariats seront renforcés avec: i) le Ministère de l'industrie, afin d'établir des liens entre les producteurs et les pôles de croissance agricole; ii) le Ministère de l'élevage et des pêches; et iii) le Ministère de l'environnement, des forêts et du changement climatique, afin de profiter des possibilités de collaboration et d'appui dans le contexte des investissements du FIDA en faveur de la gestion des ressources naturelles et de l'adaptation au changement climatique. En outre, la collaboration avec l'Agence de transformation agricole sera renforcée en ce qui concerne les aspects agroalimentaires, les liens avec le secteur privé et le S&E du secteur.
9. Harmonisation et alignement. L'Éthiopie bénéficie du soutien d'une vaste communauté de partenaires de développement et se distingue pour sa collaboration bien coordonnée avec les donateurs. Le principal instrument d'harmonisation et d'alignement est le Groupe d'aide au développement (GAD), qui bénéficie de l'appui d'un secrétariat au sein du Ministère des finances et de la coopération économique afin de coordonner les divers groupes de travail sectoriels. Le FIDA participe à l'élaboration des politiques, la planification et la coordination par le biais du Groupe de travail sectoriel sur le développement économique rural et la sécurité alimentaire. Parmi les principaux programmes phares qui ont une portée nationale et bénéficient du soutien de multiples partenaires de développement figurent le Programme de filets de sécurité fondé sur des activités productives, dirigé par le gouvernement, qui assure une protection sociale moyennant des transferts monétaires et des activités vivres contre travail en milieu rural, la deuxième phase du Projet de gestion durable des terres, et la deuxième phase du Programme de croissance agricole. Le FIDA fait également partie de l'équipe de pays des Nations Unies.
10. Le deuxième Plan de transformation et de croissance pour la période 2015/2016 - 2019/2020 constitue un canevas ambitieux et solide pour planifier les investissements dans le pays. Visant à faire de l'Éthiopie un pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure d'ici à 2025, ce deuxième Plan de transformation et de croissance mise sur un taux annuel de croissance du PIB réel de 11% en moyenne dans un contexte macroéconomique stable, une industrialisation rapide et une transformation structurelle. Il repose sur trois piliers qui ont un rapport direct avec le partenariat entre l'Éthiopie et le FIDA à moyen terme, à savoir: a) favoriser un développement et une croissance économiques rapides, équitables et diversifiés; b) accroître la capacité de production et l'efficacité en améliorant la qualité, la productivité et la compétitivité de l'agriculture et des industries manufacturières; et c) promouvoir l'autonomisation des femmes et des jeunes. Dans le contexte de ce plan, le Ministère de l'industrie, en collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et d'autres partenaires de développement, prévoit de créer des parcs

agro-industriels intégrés⁶ qui devraient offrir aux producteurs éthiopiens des marchés en pleine expansion.

11. Les principaux risques qui pourraient compromettre l'exécution réussie de la deuxième phase du Plan de transformation et de croissance sont les suivants:
 - a) Un financement insuffisant consacré au développement: le gouvernement s'est engagé à utiliser toutes les ressources disponibles, notamment en mobilisant l'épargne intérieure, pour assurer un investissement efficient.
 - b) La vulnérabilité face à la sécheresse: mettant à profit les enseignements tirés de la mise en œuvre de la gestion des ressources naturelles et de l'aménagement des bassins versants dans le cadre de la première phase du Plan, les meilleures pratiques seront reproduites à plus grande échelle et transposées dans l'ensemble du pays, et les activités de développement de l'irrigation en cours seront intensifiées (petits et grands périmètres).
 - c) Une capacité d'exécution limitée: cette capacité sera améliorée au niveau macro et sectoriel pendant la deuxième phase du Plan. Les programmes financés par le FIDA adopteront un mécanisme souple d'allocation des ressources fondé sur la performance, afin d'optimiser l'utilisation des fonds disponibles pour décaissement.

II. Enseignements et résultats précédents

12. L'évaluation du programme de pays (EPP) a jugé la performance des investissements financés par le FIDA entre 2007 et 2014 satisfaisante, les activités hors prêts moyennement satisfaisantes, et les deux COSOP satisfaisants. Les principaux enseignements tirés, ainsi que la manière dont ils ont éclairé la conception du présent COSOP, sont indiqués ci-après:
 - a) Le programme s'est trop dispersé entre cinq domaines thématiques. L'EPP a donc recommandé au FIDA de limiter son appui aux trois domaines dans lesquels il possède un avantage comparatif et a fait ses preuves:
 - i) développement participatif de la petite irrigation; ii) développement des communautés pastorales; et iii) finance rurale. Grâce à ce recentrage sur un nombre plus restreint de domaines thématiques, associé à une approche programmatique à plus long terme en ce qui concerne les prêts, le bureau de pays du FIDA pourra soutenir les investissements à un stade plus précoce, malgré ses ressources limitées, en renforçant l'appui à l'exécution et les activités hors prêts.
 - b) Il est possible d'adopter une approche plus programmatique, comme semblent l'indiquer les enseignements encourageants tirés du Projet de développement des communautés pastorales (PCDP), qui a reçu un appui durable par le biais d'une série de projets successifs, de plus courte durée. L'adoption de ce type d'approche pour d'autres projets permettrait: i) de favoriser un engagement stratégique à plus long terme; ii) de réduire les retards au démarrage des phases ultérieures; et iii) de renforcer l'effort de coordination, en s'appuyant sur une réserve de projets d'investissement plus prévisible.
 - c) Il faut se concentrer davantage sur des activités hors prêts. Compte tenu du partenariat solide établi entre le FIDA et le gouvernement et de l'expérience unique du Fonds en matière de petite irrigation, de finance rurale et de développement des communautés pastorales, une stratégie bien ciblée lui

⁶ Ces parcs ont pour objet d'apporter une valeur ajoutée aux produits agricoles locaux. Ils mettront des terres industrielles à la disposition d'entreprises grandes ou moyennes, et leur assureront un accès aux infrastructures, aux services d'utilité publique et aux services commerciaux en tant que plateforme permettant de mobiliser des investissements et de créer des emplois.

permettrait d'améliorer l'efficacité de sa direction, tout en intensifiant ses efforts dans les domaines de l'appui à l'exécution, de la gestion des savoirs, de la participation à l'élaboration des politiques⁷, des partenariats et de la conception, aux fins d'améliorer l'efficience.

- d) L'EPP a conclu que les efforts du FIDA en matière de commercialisation des produits agricoles ont été malheureux en raison principalement des défauts de conception et des contraintes d'ordre institutionnel existants en Éthiopie⁸. Toutefois, les enseignements tirés du PASIDP semblent indiquer, compte tenu du caractère commercial de l'agriculture, que l'appui à la production donne des résultats limités si l'accès aux marchés, à la technologie et aux financements n'est pas suffisamment pris en compte.
- e) Une collaboration plus étroite avec le secteur privé aidera à prolonger et à reproduire à plus grande échelle les effets et les résultats des investissements productifs. Une approche de la sécurité alimentaire et de la gestion des ressources naturelles axée sur la production risque de laisser de côté les possibilités offertes par la mobilisation d'investissements privés qui permettraient d'améliorer la productivité aux différentes étapes des chaînes de valeur. Dans le cadre du présent COSOP, des efforts plus réfléchis seront déployés pour relier les groupes cibles aux autres acteurs dans leurs chaînes de valeur respectives, ce qui est une condition fondamentale de la transformation.

III. Objectifs stratégiques

- 13. L'avantage comparatif du FIDA en tant qu'institution spécialisée des Nations Unies réside dans sa capacité à appuyer des approches du développement à long terme, qui peuvent être reproduites à plus grande échelle et sont bénéfiques aux ruraux pauvres, femmes et hommes, l'accent étant mis sur les jeunes. Pour ce qui est d'investir en faveur des moyens d'existence des populations rurales et du développement de leurs institutions, le FIDA a fait ses preuves. Le présent COSOP permettra au Fonds de peaufiner son rôle et de guider son évolution vers un recentrage de ses investissements sur les résultats. Afin d'améliorer l'efficience générale, une approche programmatique sera adoptée, qui mettra à profit les synergies entre les initiatives reposant sur des investissements et les activités hors prêts.
- 14. L'engagement du FIDA au titre du présent COSOP aidera les ménages ruraux à augmenter leurs revenus et à assurer leur sécurité alimentaire, améliorant ainsi leur prospérité et leur contribution au développement économique du pays. Le COSOP est axé sur les résultats favorisant la transformation, qui permettront de doter les petits exploitants, les agropasteurs et les pasteurs de l'ensemble essentiel des ressources indispensables dont ils ont besoin pour améliorer leur productivité et leur résilience, à savoir: ressources naturelles, technologie, finance, capacité institutionnelle et accès aux marchés.
- 15. Ce but sera atteint par le biais des deux objectifs stratégiques suivants:
 - a) Objectif stratégique 1: accroissement de la résilience et de la productivité des écosystèmes et des moyens d'existence grâce à une meilleure gestion des ressources naturelles, notamment l'eau. Les investissements en faveur des hauts plateaux permettront d'améliorer la

⁷ Les expériences menées dans ce domaine ont notamment consisté à appuyer: l'élaboration d'un cadre juridique pour les associations d'usagers de l'eau; le renforcement de la capacité de réglementation et de supervision de la Banque nationale d'Éthiopie et de l'Agence fédérale des coopératives; l'intégration des approches fondées sur le développement induit par les communautés; et les études sur le pastoralisme réalisées par le PCDP, qui ont permis au gouvernement de comprendre les principales lacunes dans la mise en œuvre des politiques.

⁸ Cette évaluation a été principalement fondée sur l'examen du Programme d'amélioration de la commercialisation des produits agricoles, qui a été considéré dans une large mesure comme un échec.

planification des bassins hydrographiques et d'encourager une meilleure gestion des terres et de l'eau, avec notamment des cultures résistantes à la sécheresse, la collecte de l'eau de pluie et des investissements dans les infrastructures d'irrigation. Dans les basses terres arides ou semi-arides, les méthodes efficaces qui permettent d'améliorer la productivité des ressources pastorales, comme les systèmes de gestion durable des parcours, seront peaufinées.

- b) Objectif stratégique 2: renforcement des liens avec le secteur privé afin d'assurer un accès plus facile et durable aux marchés, aux financements et aux techniques agricoles. Les institutions regroupant les agriculteurs, les agropasteurs et les pasteurs serviront de point d'ancrage pour renforcer leur capacité à établir des liens commercialement viables et avantageux avec les acteurs qui comptent dans leurs chaînes de valeur respectives, y compris les agrégateurs (négociants, transformateurs agricoles), les prestataires de services, les fournisseurs d'intrants et les institutions financières rurales. Pour ce faire, un soutien financier sera apporté dans les domaines de l'information et de la facilitation commerciales, et du développement des institutions, complété par des investissements qui permettront au secteur financier rural de renforcer sa capacité à répondre aux besoins financiers de l'économie rurale.
16. Ces objectifs seront atteints grâce aux investissements en cours⁹ ou nouveaux, au titre de FIDA10¹⁰ et de FIDA11. Le tableau 1 donne un aperçu des investissements en cours du FIDA en Éthiopie. Un appui à l'exécution et une assistance technique seront apportés aux projets en cours afin qu'ils obtiennent les résultats escomptés. On s'attachera en particulier à faciliter le démarrage et la mise en œuvre de la deuxième phase du PASIDP, dont la portée et les innovations techniques sont ambitieuses. En outre, un nouvel investissement, qui permettra de reproduire à plus grande échelle et d'élargir le PASIDP-II dans les régions émergentes, sera financé au titre du cycle 2019-2021 du SAFFP (PASIDP-E, appendice VI).
17. Dans les basses terres pastorales, le PCDD-III continuera de fournir des biens publics aux communautés pastorales et de mettre en œuvre des investissements pilotes liés aux moyens d'existence. En partenariat avec la Banque mondiale, le FIDA continuera de participer à la supervision, l'assistance technique et la gestion des savoirs, en vue de mettre au point et de peaufiner une méthode efficace d'amélioration de la productivité des ressources naturelles, qui servira de point de départ pour un nouveau projet en 2022.

⁹ Projet communautaire de gestion intégrée des ressources naturelles, PCDD-III et Programme d'intermédiation financière rurale.

¹⁰ PASIDP-II, approuvé en septembre 2016.

Tableau 1
Résumé des projets approuvés financés par le FIDA en Éthiopie

<i>Nom du projet</i>	<i>Coût total (en millions d'USD)</i>	<i>IFI/Cofinancier</i>	<i>Date d'achèvement</i>
Projet communautaire de gestion intégrée des ressources naturelles	27,1	Fonds pour l'environnement mondial, Espagne	Mars 2017
Programme d'intermédiation financière rurale – Phase II	248,1	-	Juin 2019
Projet de développement des communautés pastorales – Phase III	223,3	Banque mondiale/Association internationale de développement	Juin 2021
Programme de développement participatif de la petite irrigation – Phase II	145,3	Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne	Décembre 2023 (prévision)

18. Les activités hors prêts entreprises pour faciliter la réalisation des objectifs stratégiques seront notamment les suivantes: i) établissement à un stade précoce de partenariats avec le secteur privé et les instituts de recherche, et de liens avec les projets financés par des dons du FIDA en Éthiopie et ailleurs, afin de mobiliser un soutien technique et de faciliter l'adoption des innovations issues de la recherche; ii) participation de l'équipe de gestion du programme de pays du FIDA aux instances existantes, à des fins de collaboration à l'élaboration des politiques, de partenariat et de coordination; iii) appui à l'exécution et analyses techniques, afin de dégager et de consigner les enseignements et les savoirs qui seront utilisés pour élaborer les politiques; iv) appui au S&E et à la gestion des savoirs, qui serviront de point de départ pour la reproduction à plus grande échelle et la participation à l'élaboration des politiques; et v) échange de savoirs dans le cadre de la coopération Sud-Sud et triangulaire.

IV. Résultats durables

A. Ciblage et problématique hommes-femmes

19. Le groupe cible du FIDA en Éthiopie est formé de ruraux pauvres, femmes et hommes, et l'accent est mis en particulier sur les jeunes. Le Fonds fera en sorte que ses investissements aient une portée nationale, ciblant les ménages ruraux vulnérables de paysans, d'agropasteurs et de pasteurs. La sélection des régions, des *woreda* et des *kebele* participants, au cours de la conception et de l'exécution, sera fondée sur les indicateurs de pauvreté. Le FIDA transposera et reproduira à plus grande échelle les meilleures pratiques en matière d'intégration des femmes et des jeunes.
20. Problématique hommes-femmes. Le FIDA fera en sorte: i) de se conformer à la stratégie d'intégration de la problématique hommes-femmes élaborée par le Ministère de l'agriculture et des ressources naturelles; ii) de continuer de promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes dans toutes les interventions qu'il finance; iii) de renforcer l'accès des femmes aux services, financiers ou non; iv) d'appliquer lorsque cela est possible des méthodes centrées sur les ménages, afin de favoriser l'autonomisation des femmes au profit de tous les membres de la famille; v) d'adopter des techniques permettant d'économiser de la main-d'œuvre afin de réduire la charge de travail des femmes; et vi) de garantir la représentation des femmes dans les organes de décision, comme les coopératives d'irrigation.

21. Jeunes. Les investissements effectués au titre du présent COSOP devraient créer des emplois dans le cadre d'activités agricoles ou autres, en particulier pour les jeunes ruraux, afin de réduire l'émigration et d'améliorer la sécurité économique et sociale au niveau des ménages.
22. Pasteurs. Dans les zones pastorales, le FIDA continuera d'apporter son soutien aux pasteurs, agropasteurs et anciens pasteurs. Le PCDP-III assurera aux communautés pastorales des services publics et un accès aux services financiers, appuiera la gestion des ressources naturelles et des parcours, et favorisera la sécurité foncière. On s'attachera en particulier à recenser et mettre en place les investissements viables sur le plan environnemental, social et commercial, qui permettraient d'améliorer la productivité et la qualité des filières de l'élevage, afin de renforcer les moyens d'existence et la résilience des pasteurs et des agropasteurs.

B. Reproduction à plus grande échelle

23. La reproduction à plus grande échelle des effets, des résultats et de l'impact des activités sera réalisée à deux niveaux. Tout d'abord, les investissements viseront à induire au niveau local une croissance viable sur le plan commercial et inclusive, tout en favorisant des rapports transparents et mutuellement bénéfiques entre les diverses activités des chaînes de valeur, ce qui devrait garantir la fourniture durable, rentable et efficiente de services. L'appui du FIDA sera axé sur les biens publics nécessaires pour alléger les contraintes. Ainsi, la productivité et la compétitivité accrues serviront d'incitations et seront des éléments moteurs pour mobiliser l'investissement privé, ce qui favorisera la croissance et la reproduction à plus grande échelle, sachant que, lorsque les agriculteurs, les pasteurs et leurs partenaires disposent de revenus et de ressources, cela leur ouvre des perspectives en termes de prise de décisions et d'entrepreneuriat.
24. Deuxièmement, au niveau des programmes, les investissements futurs seront structurés en phases successives dans le cadre de programmes à plus long terme, selon les étapes d'un calendrier de reproduction à plus grande échelle progressive. À titre d'exemple, le PASIDP-II peaufinera les modèles élaborés dans le cadre du PASIDP, tout en intégrant les bonnes pratiques du Programme d'intermédiation financière rurale et du Projet communautaire de gestion intégrée des ressources naturelles. Le PASIDP-II sera reproduit à plus grande échelle par le biais du PASIDP-E, qui incorporera les enseignements tirés du PASIDP et du PASIDP-II. Le renforcement des institutions au niveau infranational sera privilégié, ainsi que l'assistance technique, la gestion des savoirs, la participation à l'élaboration des politiques nationales et les partenariats, afin de coordonner les activités et de favoriser ainsi les synergies et, dans la mesure du possible, le cofinancement.

C. Participation à l'élaboration des politiques

25. Le programme du FIDA en matière de participation à l'élaboration des politiques a pour objet de contribuer à la réalisation des objectifs stratégiques, et de compléter, appuyer et mettre à profit les projets d'investissement. La participation à l'élaboration des politiques sera donc limitée aux questions présentant un intérêt pour la petite irrigation, la finance rurale et le développement des communautés pastorales. Le FIDA collaborera avec le gouvernement pour pouvoir utiliser ses projets d'investissement pour: a) mettre à l'essai de nouvelles méthodes et techniques, recenser les réussites et partager les enseignements pertinents; et b) soutenir les efforts déployés par le gouvernement pour examiner et analyser le degré de mise en œuvre et d'efficacité de ses politiques. Les enseignements qui seront ainsi tirés éclaireront la concertation engagée par le gouvernement sur les politiques nationales. La participation à l'élaboration des politiques sera du ressort des projets et du bureau de pays. Elle interviendra essentiellement par le biais des comités de pilotage des projets et dans le cadre mis en place pour la concertation sur les politiques engagée par le gouvernement.

26. Dans le secteur agricole, ce cadre est constitué par le Groupe de travail sectoriel sur le développement économique rural et la sécurité alimentaire. Sa structure comprend le comité exécutif dudit groupe de travail, qui est l'organe principal, et ses comités techniques, qui correspondent aux programmes phares du gouvernement. Les coordonnateurs des programmes et le personnel du FIDA participeront aux instances et aux comités pertinents, afin d'assurer la coordination et de favoriser la collaboration, en communiquant les enseignements et les données factuelles qui peuvent éclairer les discussions sur les politiques.

D. Ressources naturelles et changement climatique

27. Compte tenu de la fragilité sur le plan environnemental de pratiquement tous les systèmes agroécologiques du pays, ainsi que de leur vulnérabilité face au changement climatique, la préservation et le relèvement de la productivité de l'environnement et le renforcement de la résilience face au changement climatique sont des éléments clés du présent COSOP¹¹. L'expansion des terres agricoles, les pratiques culturales non viables, le déboisement et le surpâturage entraînent souvent la dégradation des sols, qui est aggravée par les conflits liés à l'accès aux ressources naturelles et la désertification. Parmi les principales menaces qui pèsent déjà sur les moyens d'existence des petits exploitants et des pasteurs figurent: i) l'évolution de la durée et de la qualité de la saison des pluies; ii) le début tardif de cette saison, qui entraîne des retards dans les semis; iii) une très forte baisse des rendements due aux vagues de sécheresse survenues au milieu de la saison ou à l'arrêt précoce des pluies; et iv) la diminution des ressources en eaux de surface, du nombre de points d'eau dans les basses terres et des ressources en eaux souterraines.
28. La variabilité des conditions météorologiques, en particulier des précipitations, est une caractéristique déterminante de l'Éthiopie. Les récents phénomènes El Niño et La Niña ont montré l'ampleur et le caractère imprévisible de ces variations, et il est probable que la variabilité des précipitations s'accroîtra encore sous l'effet du changement climatique. Tenant compte des savoirs que possèdent les populations autochtones pour faire face à ces menaces, et tirant parti des bonnes pratiques, les investissements en faveur de techniques agricoles novatrices seront intelligents face au climat et viseront à améliorer la résilience des plantes cultivées, des races de bétail, des systèmes d'utilisation des sols, etc., selon une approche intégrée et axée sur le marché. Les investissements seront également conformes à la Stratégie éthiopienne pour une économie verte résiliente face au changement climatique, qui vise à réduire les émissions de CO₂.

E. Agriculture et développement rural sensibles aux enjeux nutritionnels

29. Le PASIDP-II adoptera une approche sensible aux enjeux nutritionnels afin d'obtenir des résultats dans ce domaine, tout en améliorant la productivité agricole et les revenus. Les potagers familiaux, la production de légumes axée sur le marché et la prise de conscience de l'importance de la nutrition et d'une alimentation nutritive et diversifiée permettront d'assurer la qualité nutritionnelle, la sécurité sanitaire des aliments et une consommation suffisante.
30. Le PCDP-III vise à améliorer la nutrition grâce à l'augmentation de la production de cultures vivrières plus nutritives par les agropasteurs, qui utiliseront des systèmes d'irrigation au titre du Fonds d'investissement communautaire. L'appui qui sera apporté sera axé spécifiquement sur les secteurs de l'agriculture et de l'élevage, selon une approche sensible aux enjeux nutritionnels.

¹¹ Une étude préparatoire sur les procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique a été réalisée pendant la préparation du présent COSOP, afin de recenser les principaux enjeux auxquels doit faire face le pays en matière d'environnement et de changement climatique et d'évaluer leurs répercussions.

V. Réussite de la mise en œuvre

A. Cadre de financement

31. Avec l'approbation du PASIDP-II en septembre 2016, le financement disponible au titre de FIDA10 a été entièrement engagé. L'allocation disponible au titre du prochain cycle (2019-2021) du SAFP sera affectée au PASIDP-E (voir l'appendice VI)¹². Pendant la période couverte par le COSOP, des savoirs seront recueillis en vue de concevoir un nouveau projet d'investissement (pour 2022) dans les basses terres pastorales, après l'achèvement du PCDP-III.
32. La participation à l'élaboration des politiques, par le biais du PASIDP-II, du PCDP-III et des instances compétentes, visera à améliorer les résultats des politiques menées dans le secteur rural (voir le tableau 2). Ces meilleurs résultats, auxquels s'ajoutera le maintien de la bonne performance du portefeuille d'activités, pourraient conduire à une augmentation des allocations futures de ressources (voir le tableau 3). Les liens avec des projets financés par des dons régionaux et mondiaux seront mis à profit pour améliorer la performance des programmes, créer des produits pertinents relatifs aux savoirs et favoriser la participation à l'élaboration des politiques.

Tableau 2

Calcul de l'allocation SAFP pour la première année du COSOP

<i>Indicateurs</i>	<i>COSOP année 1</i>
Notes évaluant le secteur rural	
A. Renforcer les capacités des ruraux pauvres et de leurs organisations	
i) Dispositif politique et juridique encadrant les organisations rurales	4,00
ii) Dialogue entre le gouvernement et les organisations rurales	3,00
B. Favoriser un accès équitable aux techniques et aux ressources naturelles productives	
i) Accès à la terre	4,50
ii) Accès à l'eau à usage agricole	4,50
iii) Accès aux services de recherche et de vulgarisation agricoles	4,00
C. Améliorer l'accès aux services financiers et aux marchés	
i) Conditions propices au développement des services financiers ruraux	4,00
ii) Climat des investissements pour les entreprises rurales	4,00
iii) Accès aux marchés de produits et d'intrants agricoles	4,00
D. Problématique hommes-femmes	
i) Accès à l'éducation dans les zones rurales	4,50
ii) Représentantes	4,00
E. Gestion des ressources publiques et obligation de rendre des comptes	
i) Affectation et gestion des fonds publics en faveur du développement rural	4,00
ii) Obligation de rendre des comptes, transparence et corruption en milieu rural	4,00

¹² Les possibilités de cofinancement seront étudiées, en particulier en ce qui concerne le financement d'activités de gestion durable des sols par le Fonds pour l'environnement mondial, le Fonds fiduciaire du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne et d'autres mécanismes de financement de l'action climatique.

Tableau 3
Relations entre les indicateurs de performance et la note du pays

<i>Scénario de financement</i>	<i>Note PAR (+/- 1)</i>	<i>Note de la performance du secteur rural (+/- 0,3)</i>	<i>Variation en pourcentage de la note SAFF du pays par rapport à l'hypothèse de base</i>
Hypothèse basse	4	3,7	-22%
Hypothèse de base	5	4,0	0%
Hypothèse haute	6	4,3	25%

B. Suivi-évaluation

33. Le FIDA et le gouvernement suivront conjointement la mise en œuvre du COSOP moyennant des examens annuels qui évalueront les progrès accomplis en se fondant sur le Cadre de mesure des résultats du COSOP, les objectifs du Système de gestion des résultats et de l'impact (SYGRI), et les activités de concertation sur les politiques et de gestion des savoirs.
34. Le FIDA et le gouvernement effectueront un examen à mi-parcours du COSOP, afin d'évaluer la pertinence, l'efficacité et l'efficience du programme de pays du FIDA et d'apporter les modifications nécessaires pour tenir compte des priorités ou des enseignements nouveaux.
35. Afin d'améliorer le S&E des projets et du secteur¹³, le FIDA s'engagera: i) à apporter régulièrement au personnel des projets/programmes un appui à l'exécution de longue durée; et ii) à améliorer la planification du secteur agricole et le S&E grâce à une initiative de renforcement des capacités menée en partenariat avec l'Agence de transformation agricole.

C. Gestion des savoirs

36. Le FIDA appuiera à un stade précoce les projets et leurs parties prenantes en dégagant et en partageant des enseignements et des savoirs pendant les missions d'appui à l'exécution et dans le cadre d'études spécifiques et de partenariats avec des instituts de recherche et des universités. Il s'agira entre autres de renforcer les liens entre les projets d'investissement et les activités de recherche financées par des dons, notamment avec le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (CGIAR). Ce réseau de savoirs vise à fournir des données factuelles aux fins de la participation à l'élaboration des politiques et de la reproduction à plus grande échelle, en association avec d'autres partenaires de développement. À cet égard, le FIDA apportera une assistance technique afin d'améliorer les évaluations de l'impact. Les principaux thèmes de la gestion des savoirs concourant à la réalisation des objectifs stratégiques sont les suivants: i) dispositions efficaces visant à faciliter l'établissement de liens avec le secteur agroalimentaire; ii) finance agricole; iii) adaptation au changement climatique; iv) techniques agricoles; et v) gestion des ressources naturelles¹⁴.

¹³ Outre le PCDP, peu de progrès ont été enregistrés dans la mise en place de systèmes modernes de S&E des projets qui fournissent aux responsables des projets, en temps utile, les informations nécessaires pour analyser la performance en matière d'exécution, permettent au gouvernement de rendre compte de sa performance au FIDA, et produisent des savoirs servant de point de départ pour l'élaboration des politiques nationales.

¹⁴ Parmi les études concrètes initiales figurent: i) la participation à une évaluation des interventions de gestion durable des terres dans les zones pastorales et agropastorales souffrant d'un déficit hydrique de plusieurs régions (Afar, Dire Dawa, Harari, Oromia, Région des nations, nationalités et peuples du Sud et Somali), dans le contexte du Groupe de travail sectoriel sur le développement économique rural et la sécurité alimentaire; et ii) l'évaluation de l'impact des programmes humanitaires sur les prix du marché en Éthiopie, en collaboration avec la Plateforme pour la gestion des risques agricoles et l'Agence de transformation agricole.

D. Partenariats

37. Le FIDA entretient des relations étroites avec le gouvernement, et il a fait ses preuves en ce qui concerne la promotion d'approches novatrices de la petite irrigation, de la gestion des ressources naturelles, de l'intermédiation financière rurale et du développement des communautés pastorales. Compte tenu du fait que les partenariats exigent une participation continue et crédible aux forums de dialogue pertinents, les modifications de la dotation en personnel du bureau de pays prévues en 2017 permettront au FIDA d'être plus présent dans les comités des groupes de travail sectoriels concernés.
38. En orientant à un stade plus précoce les investissements du FIDA vers des activités commerciales, de nouveaux partenariats seront noués au niveau des projets, essentiellement grâce aux dispositions énergiques prises pour favoriser la participation des groupes cibles à des entités du secteur privé, de manière à mobiliser des investissements privés en faveur de la croissance et de la durabilité.
39. Les efforts seront intensifiés pour renforcer la collaboration avec les institutions ayant leur siège à Rome, par exemple moyennant: l'établissement de liens entre l'initiative "Acheter aux Africains pour l'Afrique" appuyée par le Programme alimentaire mondial et le PASIDP-II; la mobilisation d'un soutien technique auprès de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO); et des activités conjointes de gestion des savoirs. De même, les savoirs produits par les centres de recherche du CGIAR seront mis à profit grâce à la collaboration et aux partenariats continus avec ces centres, selon leur avantage comparatif.

E. Innovations

40. Pour ce qui est des domaines privilégiés d'investissement au titre du présent COSOP, les principaux facteurs d'innovation seront notamment les liens noués avec les instituts de recherche et les communautés de pratique existant en Éthiopie qui axent leurs travaux sur la gestion des ressources naturelles et le changement climatique. S'agissant de l'accès aux marchés, aux techniques agricoles et aux financements, le secteur privé sera l'élément moteur de l'innovation, compte tenu de la logique et du système d'incitations qui lui sont propres.
41. Le FIDA favorisera l'innovation par le biais de missions d'assistance technique spécifiques et de ses activités actuelles d'appui à l'exécution, ainsi que grâce aux échanges de savoirs dans le contexte de la coopération Sud-Sud et triangulaire.

F. Coopération Sud-Sud et triangulaire

42. L'Éthiopie est communément qualifiée de centre politique de l'Afrique en raison de la présence dans sa capitale, outre les nombreuses représentations diplomatiques, d'un grand nombre d'institutions intergouvernementales comme la Commission de l'Union africaine, la Commission économique pour l'Afrique de l'Organisation des Nations Unies et l'Autorité intergouvernementale pour le développement dans la Corne de l'Afrique.
43. Le FIDA mettra cette situation à profit pour promouvoir les partenariats régionaux et la coopération Sud-Sud et triangulaire grâce à des dispositions visant à les faciliter et au recours aux subventions, comme dans le cadre du PASIDP-II. Les visites d'échange auxquelles participeront des fonctionnaires nationaux et des membres du personnel des projets favoriseront l'échange de savoirs entre les projets menés en Éthiopie et dans d'autres pays en développement ou émergents; parallèlement, les services de consultants peuvent transmettre des compétences techniques utiles. Les investissements appropriés du secteur privé, qui peuvent apporter une valeur ajoutée eu égard au savoir-faire tant financier que technique indispensable pour transformer le milieu rural en Éthiopie, seront expressément encouragés.

COSOP results management framework

Country strategy alignment	Key results for RB-COSOP			Indicative lending and non-lending activities for the 2016-2020	
<p>Growth and Transformation Plan (GTP II): become a lower middle-income country by 2025 through sustained accelerated growth, and economic and structural transformation</p> <p>Strategic pillars of GTP II relevant for agricultural development: (a) Sustaining the rapid, broad based and equitable economic growth and development;(b) Improving quality, productivity and competitiveness of agriculture and manufacturing industries; (c) Promote women and youth empowerment;</p> <p>Agriculture Sector Growth and Transformation Plan II (2015-2020): (a) Increase implementation capacity building activities;(b) Improve crop and livestock productivity and production;(c) Promote natural resource conservation and utilization;(d) Ensure food security, disaster prevention and preparedness;(e) Increase agricultural development in pastoral areas.</p>	COSOP strategic objectives	Key indicators	Milestone indicators	<ul style="list-style-type: none"> • Ongoing Programmes: CBINReMP, RUFIP II, PCDP III • New Programmes: PASIDP II (2016), PASIDP-E (2019); • Partnership for coordination, harmonization, knowledge management and policy engagement through the REDFS Sector Working Group • Facilitate capacity building of farmers' associations and community groups for greater sectoral policy engagement. • Analytical work and design: Assessment of lessons and options for investment in arid lowlands (for 2022) 	
	<p>Development goal: Rural households raise their incomes, food security, and prosperity</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Number of households that graduated above the poverty line by 2021 • Number of households with increased farm income by 2021 • Number of households with increased value of assets ownership by 2021 			
	<p>Strategic Objective 1: Enhanced resilience and productivity of ecosystems and livelihoods through improved management of natural resources, particularly water</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Hectares of land rehabilitated or improved through soil and water conservation techniques by 2021 • Hectares of land under modern operational small scale irrigation by 2021 • Number of farmers that adopt sustainable natural resources management practices by 2021 • Number of farmers that have access to irrigation schemes 	<ul style="list-style-type: none"> • Number and area of watersheds rehabilitated and managed by groups • Number of land certificates issued to small holder farmers • Households in vulnerable areas with increased water availability for agricultural production 		
<p>Strategic Objective 2: Enhanced linkages with the private sector to ensure increased and sustained access to markets, finance and agricultural technology</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Number of operational Market Access Alliances • Number of households with increased yield/livestock productivity • Volume of marketed farm output • Number of households with access to financial services • Number of operationally and financially sustainable RUSACCOs by 2021 • Number of farmers with average yields increases (selected crop and livestock) by 2021* • Post-harvest losses for cereals and for vegetables reduced by 50% by 2021 • Number of jobs created in agricultural value chains 	<ul style="list-style-type: none"> • Number of production groups operational • Number of functional cooperatives that provide services to clients • Number of households with strengthened financial literacy • Number of farmers accessing credit for production • Number of processors or groups accessing credit for operations • Volume of improved seed multiplied and marketed 			

(*) Indicators: Outcome and milestone indicators are intended for design for scale and they should be considered during the design stage. In the first year of COSOP implementation, a baseline and targets will be defined for ongoing . In the meantime available measurable indicators and proxy baseline data will be used.

Indicators will be disaggregated by gender and age

* Indicators aligned with GTP II

Agreement at Completion Point

A. Introduction

1. This is the second country programme evaluation (CPE) by the Independent Office of Evaluation of IFAD (IOE) in the Federal Republic of Ethiopia since the Fund started its operations in the country in 1980. The first CPE was completed in 2008. The current CPE had three main objectives, to: (a) assess the performance and impact of IFAD-supported operations in Ethiopia; (b) generate a series of findings and recommendations to enhance the country programme's overall development effectiveness; and (c) provide relevant information and insights to inform the formulation of the future Ethiopia Results-based country strategic opportunities programme (COSOP) by IFAD and the Government.
2. Based on the analysis of cooperation during the period 2008-2015, the CPE aims at providing an overarching assessment of: (i) IFAD-funded projects being implemented from 2008 to 2015 as well as the performance of partners (in particular of IFAD and the Government); (ii) non-lending activities (knowledge management, policy dialogue, grants and partnership building); and (iii) the COSOP in terms of its relevance and effectiveness. This Agreement at Completion Point (ACP) contains a summary of the main findings from the CPE (see section B below).
3. The ACP has been reached between the IFAD management (represented by the Programme Management Department -PMD) and the Government of the Republic of Ethiopia (represented by Ministry of Agriculture and Natural Resources -MoANR), and reflects their understanding of the main findings from the CPE as well as their commitment to adopt and implement the recommendations contained in section C of the ACP within specified timeframes.
4. The implementation of the recommendations agreed upon will be tracked through the President's Report on the Implementation Status of Evaluation Recommendations and Management Actions, which is presented to the IFAD Executive Board on an annual basis by the Fund's Management.
5. The ACP will be signed by the Government of Ethiopia (represented by the Minister of Agriculture and Natural Resources) and IFAD Management (represented by the Associate Vice President of the Programme Management Department). IOE's role is to facilitate the finalisation of the ACP. The final ACP will be submitted to the Executive Board of IFAD as an annex of the new COSOP for Ethiopia. It will also be included in the final Ethiopia CPE report.

B. Main evaluation findings

6. The CPE rates portfolio performance as satisfactory, with all the criteria assessed as 'moderately satisfactory' or above. Seven out of the eight loan projects examined have met or likely to meet their development objectives, with good prospects for sustainability.
7. Among the strongest features of the portfolio were the emphasis given to human and social capital, and project designs that were fully aligned with the Government's decentralization thrust. Sustainability, scaling up and gender were also areas that yielded satisfactory results. IFAD has been able to scale up its support in the case of pastoral development and rural finance, and there is potential to do so in the case of small-scale irrigation. A strong and effective partnership with the World Bank (WB) and the programmatic approach spanning over three lending operations and 15 years, were particularly noteworthy features of the pastoral support that could be replicated in other operations.



1



2

8. The programme is noteworthy in handling the gender aspects satisfactorily. The strong emphasis on gender empowerment was fully reflected and each of the projects had specific targets for women's participation as beneficiaries and these were largely met.
9. Knowledge management and partnerships aspects were generally satisfactory. There was a commendable effort by the country management to generate useful knowledge from the various operation, although more could have been done to disseminate the experiences and link these to lessons learnt and policy dialogue. The overall assessment of non-lending activities was rated as 'moderately satisfactory'.
10. COSOP performance. The CPE assessed the COSOP (2008) to be highly relevant based on its strong focus on poverty targeting and a largely appropriate choice of interventions to support the COSOP objectives. The COSOP based its interventions squarely in line with the Government's emerging decentralization thrust by partnering with institutions at local levels, and its highly regarded, although inadequately resourced, field presence.
11. IFAD's programme addressed key issues relevant to the rural population in all three agro-ecological areas of the country: moisture-reliable densely populated highlands (through the Rural Financial Intermediation Programme -RUFIP, the Community-Based Integrated Natural Resources Management Project -CBINReMP and the Agriculture Marketing Improvement Programme -AMIP), drought-prone highlands (through the Participatory Small-scale Irrigation Development Programme -PASIDP and RUFIP), and dry pastoral lowlands (Pastoral Community Development Project -PCDP). This is a sensible approach for the following reasons: poverty in Ethiopia is still widespread and the population is largest in the highlands, the income distribution (as measured by Gini coefficient) is relatively equal and the country needs a certain balance in its geographical progress; poor and vulnerable people in each agro-ecological area face a different set of constraints; and IFAD needs a diversification of its portfolio to manage risks in case one area does not develop as foreseen.
12. The COSOP effectiveness was assessed as 'moderately satisfactory.' The COSOP results framework was largely derived from the output indicators for the various project interventions and practically achieved for two out of three strategic objectives. But it was inadequate to assess performance against the overarching IFAD objective of poverty alleviation.
13. Despite the overall positive assessment, the CPE also identified weaknesses that need attention going forward, some at the overall programme and management level and others specifically related to the project portfolio.
14. The programme was spread too thinly over five thematic areas. The last CPE had recommended IFAD to concentrate its support in three areas where it had comparative advantage and a proven track record – pastoral community development, Small Scale Irrigation (SSI), and rural finance. So while accepting the CPE recommendation, IFAD nevertheless expanded its support in Sustainable Land Management (SLM) as well as continuing with the marketing project. More focus would have permitted more adequate attention and time to remedy to deficiencies in policy dialogue, knowledge management, and M&E, issues that have been identified for improvement in this CPE.
15. Most of the projects suffered from slow start-up and were of long gestation, thus detracting from their impacts. Except for PCDP, none of the projects were conceived as phases of a long-term conceived programme. Such a programmatic approach would have both allowed IFAD to support project phases in succession and avoid hiatus after project phase completion (as it does in PASIDP), and take a



long-term view of institutional and policy development with more realistic sequencing.

16. Despite having been identified as a high priority already in the 1999 COSOP, Monitoring and Evaluation (M&E) remained deficient as reported in the 2008 CPE which recommended using the grant facility for preparatory studies, baseline surveys and impact studies. Grants were not used and M&E continues to be weak until now which inhibited effective feedback and learning and also hinders reporting on evidence based results.
17. The programme's contribution to institutions and policies is not clear enough. Although country preferences necessitate that policy dialogue not be perceived as donor-driven, there is still room within this general framework for underpinning the dialogue with more formal policy papers/analyses and document IFAD's contributions. While the IFAD Country Director was highly regarded by the interlocutors and often called on for informal advice on a variety of topics relevant to IFAD programme, there were insufficient resources devoted to policy dialogue to have a well-articulated and reported progress on the policy agenda that had been identified in the COSOP. IFAD management could have made a greater use of country grants to advance the policy agenda.
18. As the ICO was overstretched, IFAD participation in sector working groups has not been as active as development partners wish it was and contributions to the large Government flagship programs have been suboptimal.
19. PCDP series of three project phases have yet to address the issue of pastoral livelihoods beyond the provision of social services. This includes mobility which is important for pastoralists livelihoods and for using and managing natural resources in semi-arid areas. Pastoral livelihoods provide the required economic basis in these harsh environments. In addition, PCDP could have done more to take into account traditional pastoralist practices in designing specific interventions.
20. CBINReMP is generally on track, but the CPE questions the stand-alone nature of this project next to the Sustainable Land Management flagship programme (SLMP) of the Government which is co-funded by several donors. There have been serious delays in completing studies envisaged in CBINReMP that are necessary to ensure and to underpin the necessary institutional and policy framework for sustainability. With only two years left until closure, a strong effort is needed to expedite the work.
21. PCDP and PASIDP will benefit from including lessons and experiences from CBINReMP and SLMP thereby addressing the growing environmental and climate change issues which affect rural livelihoods in drier and fragile areas. The watershed approach and land certification process are key elements thereof but need to be adapted to account for the agro-climatic and socio-economic differences in the drier areas.
22. In the case of PASIDP, mitigating possible tensions within communities can be attained through benefit sharing between households benefitting from additional irrigation and those who do not benefit directly. Options include either contributions from direct beneficiaries to a community fund which could be used through a participatory process, or project interventions benefitting specifically households without access to irrigation (such as improved stoves or vegetable production support as already done).
23. Agriculture marketing efforts by IFAD have proven to be unsuccessful, in large part because of weaknesses in design and institutional constraints within Ethiopia (AMIP).
24. RUFIP has still to deal with important issues of institutional and financial strategies for MFIs. Moreover, the development of RUSSACCOs has lagged. There are



questions about whether the RUFIP Project Management Unit (PMU) based in Development Bank of Ethiopia is the right structure to support RUSACCOs and Unions that are much more linked with rural poverty alleviation.

25. Overall, despite weaknesses discussed above, the CPE concludes that there has been a highly effective partnership between IFAD and the Government. IFAD has built trust and confidence with the Government of Ethiopia, based on the solid results on the ground and the constructive way of engaging. This is clearly demonstrated by the continuing strong demand for IFAD support by the Government and overall good portfolio performance.

C. Recommendations

26. **Recommendation 1: Focus on fewer thematic areas and enhance the quality of programmes.** This recommendation on fewer thematic areas repeats what was already a major recommendation of the 2008 CPE. Despite being a significant partner for Ethiopia, the IFAD programme, even if further financially augmented in the next COSOP cycle because of good country performance, is relatively small in the context of significant overall support from multiple donors. IFAD should use its limited resources to focus on those areas where it has a comparative advantage and where it has already established, or has the potential to establish, a leadership position. This CPE agrees with the previous CPE that PCDP, SSI and rural finance should be the areas for continued IFAD support. This portfolio also enables IFAD to maintain a focus on the poor and on food-deficit areas.
27. The CPE suggest that the issue of adequacy of human resources for the ICO be reviewed but in the context of the need to focus on fewer tasks. Staff turnover of is an opportunity to look at the skills mix of the ICO as a whole and consider the possibility of increasing staff.
28. The valuable experiences of CBINReMP and the SLM programme on sustainable land and water management and climate change should be mainstreamed into PCDP and PASIDP. The CPE welcomes the renewed emphasis on environmental and social aspects in PCDP III and also the expansion of SLMP to the semi-arid areas of Ethiopia and recommends the close collaboration with SLMP and inclusion of these considerations in PCDP III and the new PASIDP II project.
29. More specifically, IFAD could enhance the quality of programmes through the following:
- The issue of mobility to ensure the option of pursuing pastoralist livelihoods is to be addressed by PCDP.
 - IFAD does not need to support the next phase of CBINReMP since what was covered in this project has already been incorporated by the Government into a much larger, multi-donor-supported SLM programme.
 - There are proposals being made by MoANR to include a marketing component in the next phase of PASIDP. The CPE recommends against it as it would once again divert the focus of both PASIDP and disperse IFAD's limited human resources. After a difficult and less than satisfactory start-up, PASIDP PMU has only now been able to come to speed in its core functions of developing SSI and supporting services, improving coordinated delivery and cooperating with marketing initiatives of other partners. Marketing is clearly important but interventions in this area need to be based on a well-considered strategy that is yet to be developed, and IFAD should not try to do everything by itself.



Proposed follow-up

The CPMT agrees with the CPE that enhancing thematic focus and quality should be considered a key principle in guiding the design of the new COSOP. This will be achieved based on an analysis of the operational and effective linkages between the thematic areas covered and the corresponding investments, both within the IFAD-financed portfolio, and beyond, including other Government and Development Partner supported initiatives. Based on this analysis, the key success factors for investment projects to achieve effective results, impact and sustainability will be more strongly emphasised and operationalized through the Result Management Framework of the Country Programme.

While the CPMT fully agrees with continuing the support in the three proposed areas, i.e. small scale irrigation, rural finance and pastoral community development, COSOP design will include a reflection on recent lessons, emerging trends and developments to define IFAD's role and intended results more specifically vis-à-vis the deliverables of other development partners, by means of:

- A close engagement with the World Bank and other key partners supporting Ethiopia's Financial Inclusion Agenda to map the rural and microfinance sector in a view to ensure complementarity and synergy of ongoing and future investment and initiatives, in line with the comparative advantage of each partner involved. On this basis, GOE and IFAD commit to adjust the work programming of the ongoing RUFIP, and inform IFAD's investment pipeline under the new COSOP.
- The lessons and good practice developed under CBINReMP will be considered in the PASIDP II design, given that small scale irrigation can serve as an excellent entry point for watershed management. That way, it is expected that the outreach of the project will be widened to benefit a larger population in the respective watersheds with enhanced productivity and resilience. Further, it will have positive effects on the sustainability of the schemes to be developed.
- Given the importance of market access to the success of small scale irrigation development, and the operational limitations to rely on external partners in developing market linkages, identify key aspects of value chain development in the design of PASIDP. The CPMT fully agrees that this should not involve a full market access component, but should be limited to (i) an analysis of existing value chains and market opportunities prior as an input to the selection of new schemes; (ii) support to the development of cooperatives and linkages to finance, inputs, TA and markets through facilitation by a competent service provider to ensure that new schemes bring about the desired benefits in terms of productivity, income and resilience.
- Regarding PCDP, engage with the Ministry of Federal Affairs and Pastoral Area Development, WB and other relevant partners on an assessment of the project's impact and risks with regard to mobility within the different livelihood systems among the pastoral and agro-pastoral communities to agree concrete recommendations for further implementation, within a holistic approach.

Responsible partners: Ministry of Finance and Economic Cooperation and Ministry of Agriculture and Natural Resources, Ministry of Federal Affairs and Pastoral Area Development jointly with IFAD/PMD

Timelines: September 2016 for PASIDP Design; December 2016 for COSOP; and December 2017 for PCDP III MTR



30. **Recommendation 2: Use a longer-term programmatic approach to lending.** Except for PCDP, where IFAD has followed the programmatic lending by the WB, all other IFAD projects have been conceived and implemented as discrete project phases. This often has meant a hiatus between phases (as is occurring in PASIDP), or one-off efforts that are missed opportunities for broader policy and institutional development (as in CBINReMP and AMIP), or missed opportunities for a more proactive role in policy and institutional development (RUFIP-I and II). In addition, most projects are designed for long gestation (eight or more years), with actual implementation often taking up to ten years. A succession of project phases is often a more effective way to introducing continuing improvements in institutions and policies over the long-term. Going forward, the CPE recommends that the new projects be conceived as a part of a long-term programme in the particular theme/sub-sector. The PCDP series of project phases provides a model in this regard. In contrast with many other countries, IFAD has a real opportunity to move towards programmatic lending in Ethiopia and be a catalyst for reforms, given its strong partnership with the country.

Proposed follow-up

In developing the investment pipeline for the forthcoming PBAS cycles to be covered by the COSOP for 2016-21 currently under design, IFAD will proactively engage with the Government of Ethiopia to define a higher-level road map. This will serve to identify mile stones and results for each of the identified areas of investment to be achieved through a sequence of short term projects within a longer term programmatic approach. This will be complemented by allocating investment resources to monitoring policy implementation and sector development as necessary to ensure continued relevance in a highly dynamic and changing development context. To ensuring relevance and effectiveness of IFAD's investment in Ethiopia, periodic COSOP reviews will be carried out to maintain flexibility in planning and timely fine-tuning and adaptation of the programmes to emerging developments and trends, while overcoming the challenges and inefficiencies in the transition from one project phase to the next as part of a longer-term programmatic approach to lending and cooperation.

Responsible partners: Ministry of Finance and Economic Cooperation and Ministry of Agriculture and Natural Resources jointly with IFAD/PMD

Timeline: December 2016

31. **Recommendation 3: Focus more clearly on non-lending services.** With its strong partnership with the Government and unique experience in small-scale irrigation, rural finance and pastoral community development, IFAD is well placed to play a much stronger role in being a source of advice on policy and sector development. It has done a good job in financing important projects but has not been as proactive in using the projects to move the policy and institutional agenda. There are few IFAD knowledge products or policy papers that would normally form the basis for policy discussions with the Government. There is potential to increasingly partner with the Consultative Group for International Agricultural Research (CGIAR) centers for evaluations and to share development results through publications. The CPE notes that just because there were no formal documents prepared by IFAD does not necessarily mean that policy dialogue did not take place. What is needed, however, is to ensure that the policy dialogue agenda defined in the COSOP is realistic and then backed by a clear agenda for implementation that is appropriately documented. A positive aspect of the present COSOP is that the policy dialogue agenda was closely linked to IFAD projects and an approach that should be maintained in the next COSOP.



32. In part, enhancing non-lending services is an issue of adequacy of resources. A narrower focus on fewer areas as recommended above should help in this regard. But in part it is also due to the COSOP not defining the mechanisms or resources needed to carry out the knowledge management and policy agendas that it had laid out. The CPE recommends that the next COSOP take care in defining a logical causality chain (or a Theory of Change) with outputs, outcomes and objectives at the strategic level, and few but well-chosen indicators. Collaboration with a centre of excellence would be an advantage to improve the whole system (e.g. International Food Policy Research Institute, which already collaborates with PCDP III on M&E and with MoANR on Strategic Analysis and Knowledge support). The Strategic Guidance of IFAD Management for grants in 2016, in which one of the four priorities is 'Better results measurement through improved M&E systems' is an opportunity to be seized. The COSOP should also lay out a clear and actionable agenda for knowledge management and policy dialogue, backed with a specific allocation of resources. It should also set out specific products that IFAD would produce to carry out the agenda.
33. Based on the good work of PASIDP and RUFIP, IFAD should consider further deepening and expanding its results by attracting partners with additional financial means (similar to its partnership with the WB for PCDP). In the case of PASIDP, IFAD should seek and engage with an appropriate partner/donor that would address marketing constraints.

Proposed follow-up

The Country Team agrees with the CPE that the IFAD supported projects should make a greater and possibly more visible contribution to the Government's initiatives for policy monitoring, knowledge management and sector development. Programme (COSOP) and project design will propose a clear agenda and tools for knowledge management and support to the Government's policy agenda backed by adequate resources for investment in these areas. IFAD's Country Office will facilitate the mobilization of additional financial and technical resources to back this agenda, including from IFAD's Policy and Technical Advisory Division and IFAD's Strategy and Knowledge Department linking with existing and emerging initiatives and partnership supported by other development partners, foundations, and donors. Strategic partnerships with the CG system and other research entities will be envisaged. Further, to ensure greater integration and linkage of knowledge initiatives with the investment portfolio, it is envisaged to

- Include non-lending activities within the investment projects for effective management and coordination. This may include research grants as well as the proposed M&E capacity building initiative as part of the design of PASIDP II;
- Ensure adequate presence and engagement of PMU and IFAD Country Office staff in the REDFS and associated fora for sharing and learning, better coordination and harmonization, and development with possible co-financing partnerships, where appropriate and supported by GOE; and
- Proactively engage in a dialogue with key stakeholders involved in leading the Country's Financial Inclusion Agenda to support access to finance for IFAD's target group based on the operational experience from RUFIP.

Responsible partners: Ministry of Finance and Economic Cooperation and Ministry of Agriculture and Natural Resources, Ministry of Federal Affairs and Pastoral Area Development jointly with IFAD/PMD

Timeline: December 2016



7



Signed by:

His Excellency
Ato Tefera Derbew
Minister of Agriculture and
Natural Resources
Federal Democratic Republic of
Ethiopia
Addis Ababa

Date: _____

Signature: _____


Tefera Derbew
Minister

Mr Perin Saint Ange
Associate Vice President
Programme Management Department
IFAD, Rome

Date: _____

Signature: _____





COSOP preparation process including preparatory studies, stakeholder consultation and events

7. The COSOP preparation process entailed three phases. The first phase was the Country Programme Evaluation (CPE) which assessed the performance and impact of the IFAD country strategy and operations in Ethiopia over the period 2007-2014. The findings and recommendations of the CPE, which were discussed at the national roundtable workshop held in Addis Ababa on 5 November 2015, have been taken into account in the design of the COSOP.
8. A mission from 27 October to 18 November 2015, led by the Country Director and comprising two consultants, as well as the PTA Lead Advisor, as well as the IFAD staff based in Addis Ababa. The design mission overlapped with the CPE roundtable workshop and benefitted from the reactions of the stakeholders to the findings of the CPE. The design mission entailed: (a) a review of Ethiopia's recent macroeconomic and agricultural sector development plans and performance, as well as trends in rural poverty; (b) a review of IFAD project supervision, MTR and progress reports; and (c) extensive consultations with development partners, government officials, research and professional bodies, and management staff of IFAD and other projects.
9. A stakeholder consultation workshop on 17 November 2015, provided feedback on the initial proposals of the mission. The Draft document was further reviewed by the IFAD Country Programme Management Team (CPMT) during a meeting on 16 December 2015.
10. The third phase was the actual preparation of the COSOP under the leadership of the Country Director. Up until mid-2016, consultations with Government and other development partners continued to further refine IFAD's strategic focus and approach in the fast evolving development context in Ethiopia. Supervision missions, engagement in dialogue fora, and particularly the analyses and consultations leading to the detailed design of the second phase of the Participatory Small Scale Irrigation Development Programme (PASIDP II) contributed to strengthening the knowledge base that informed the further COSOP design. A revised version was discussed at a second CPMT meeting in Rome on 3 August 2016, which provided guidance for further refinement.
11. The COSOP has been reviewed by IFAD senior management on 15 September 2016, and subsequently validated through an In-Country Stakeholder Workshop on 7 October 2016.

Natural resource management and climate change adaptation: Background, national policies and IFAD intervention strategies

In view of Ethiopia's complex geo-ecological setting, and the high degree of fragility of virtually all its ecosystems, a light SECAP assessment has been carried out in 2015 in preparation for this COSOP. The key conclusions are presented below.

Key environmental and climate change issues

Key environmental and climate change issues relevant to rural areas of Ethiopia include (i) climate variability and change; (ii) land degradation and desertification; and (iii) water scarcity and stress.

The impacts of climate variability and climate change on rural populations and livelihoods, particularly in semi-arid highlands and arid lowlands are a priority concern. There is increasing incidence of extreme weather events, including more intense and frequent droughts and floods in some areas, which lead to reduced crop yields or total crop failure, reduced livestock herds or livestock loss, resulting in diminished livelihoods of smallholder farmers and pastoralists which resulted in increase in threat of food insecurity.

Land degradation and desertification are widespread, affecting particularly arable lands in the central highlands and rangelands in the lowlands due to continuous cultivation or overgrazing on the same land, deforestation, soil erosion and loss of soil fertility.

Water scarcity and water stress as a result of reduced precipitation, reduced surface water resources (seasonal rivers) and water points in the lowlands and depletion of groundwater resources is among the most crucial constraints for agricultural production (including pastoralism), and an important threat to rural livelihoods. Causes include an increasing demand for water from an increasing rural population, expanded crop production and livestock herding, and catchment degradation leading to accelerated run-off. Climate change exacerbates these issues with an increasing variability in temperature and precipitation.

Role of natural resources in livelihoods

The first Environmental Policy of Ethiopia¹⁵ recognized that natural resources are the foundation of Ethiopia's economy. Smallholder peasant agriculture is the dominant sector accounting for about 45% of GDP, 85% of exports and 80% of total employment. The renewable natural resource base has deteriorated to a low level of productivity. In many areas of the Ethiopian highlands, the present consumption of wood is in excess of natural sustainable production. Estimates of deforestation, which is mainly driven by expansion of rain-fed agriculture, vary from 80,000 to 200,000 hectares per annum.

Despite the presence of mineral resources in quantities and qualities suitable for exploitation, they currently contribute only about two per cent of GDP. Only one per cent of the potential of Ethiopia's vast water resources for irrigated agriculture and hydropower generation have been developed. The energy sector is one of the least developed in the world with 90 per cent of needs being met from biomass fuels, particularly wood, charcoal and animal dung. The genetic diversity of Ethiopia's domesticated plants and its unique flora and fauna is increasingly being eroded because poor management.

Ethiopia is highly vulnerable to drought, which is the single most important climate-related natural hazard impacting the country. Recurrent drought events in the past have resulted in huge loss of life and property, as well as migration of people. The other climate-related hazard that affects Ethiopia is flooding. A vulnerability assessment based

¹⁵ Environmental Policy of Ethiopia, GoE, 1997.

on existing information and rapid assessments carried out under the NAPA has indicated that the most vulnerable sectors to climate variability and change are agriculture, water and human health. In terms of livelihoods, smallholder rain-fed farmers and pastoralists are found to be the most vulnerable. Those in the arid, semiarid and the dry sub-humid parts of the country are most affected by drought.

Related policy, regulatory and institutional framework

After the 1992 United Nations Conference on Environment and Development in Rio de Janeiro, Ethiopia undertook development of a number of policies, laws and action plans to ensure sustainable development (see box below). The GoE has also taken various legislative and institutional measures; these include proclamations on pollution control and environmental impact assessment and recently Ministry of Environment, Forest Development and Climate Change was established.

Key GOE Policies, Laws and Action Plans

- Environmental Policy of Ethiopia (1997) is the overarching policy for management of the environment and natural resources in the country. Developed to address an identified gap in the policy framework with respect to environment and natural resources management, the policy promotes sustainable social and economic development through the sound management and use of natural, human-made and cultural resources and the environment in order to meet the needs of the present generation without compromising the ability of future generations to meet their own needs.
- National Action Programme to Combat Desertification (NAP, 1998) The GoE ratified the UN Convention to Combat Desertification (UNCCD) in 1997 and subsequently undertook the formulation of a NAP. The NAP reviews past and current GoE policies and projects designed and implemented to combat desertification and mitigate the effects of drought. It also proposes a series of action programmes to combat desertification, ensuring their integration into the process of national economic and spatial planning.
- National Water Policy and Strategy (1999) The GoE issued a National Water Resources Management Policy for the development and management of the country's water resources in 1999. The adoption of this policy was followed by the preparation of the National Water Strategy and the National Water Sector Development Programme.
- National Biodiversity Strategy and Action Plan (NBSAP, 2005) As a party to the UN Convention on Biological Diversity, the GoE prepared its NBSAP to ensure the conservation and sustainable use of Ethiopia's biodiversity, provide for the equitable sharing of the costs and benefits arising from them and contribute to the well-being and security of the nation. The NBSAP addresses the issues involved in biodiversity protection and management interlinked with food security (poverty reduction), health and livelihood improvement, especially for rural people (smallholder farmers and pastoralists) whose survival depends on the use of natural resources.
- National Adaptation Programme of Action (NAPA, 2007) The GoE formulated the NAPA, as part of its commitment under UNFCCC, in order to identify national climate change vulnerabilities and adaptation needs and propose appropriate adaptation measures. The NAPA identifies 37 urgent adaptation needs and 11 priority areas for action. The NAPA was updated in 2011 by the Ethiopian Programme of Adaptation on Climate Change (EPACC) but nonetheless contains the bases for the current climate change policy and REDD+ programme.
- Climate Resilient Green Economy (CRGE, 2011) Ethiopia's most recent and ambitious climate initiative, the CRGE aims to reduce emissions and vulnerability in order to build a climate-resilient green economy with zero-net carbon emissions by 2025, providing up-front support and ex-post payment for the preparation and implementation of wide-ranging reduction interventions. Among the interventions

made during the last decade, largescale reforestation campaigns have brought results, with the total forest cover tripling from 3% of national land area in 2000 to 9% in 2013. Furthermore, as part of the effort to realise the GoE's Climate Resilient Green Economy Strategy, the Environment Protection Authority was upgraded to the Ministry of Environmental Protection and Forestry.

In 2015, Ethiopia submitted its Intended Nationally Determined Contribution (INDC) to the UNFCCC in advance of the climate change meeting in Paris, in which it committed to limit its net greenhouse gas (GHG) emissions by 2030 to 145 Mt CO₂e or lower¹⁶. This INDC target will be achieved through implementation of the GoE's CRGE Strategy mentioned above.

The GOE continues to put considerable emphasis to the development of agriculture as a driver of economic growth. This is confirmed by the country's second Growth and Transformation Plan (GTP II) that has four Strategic Objectives (SO), namely: (i) SO1: increasing crop production and productivity; (ii) SO3: enhance livestock production and productivity; (iii) SO3: reduce natural resource degradation and improve its productivity; and (iv) SO4: ensure food security, disaster risk reduction and enhance preparedness capacity.

Strategic orientation for the COSOP

Based on the CRGE Strategy and the above lessons, the new COSOP should strongly prioritize enhancing resilience and adaptation to climate change and extreme weather events by (i) promoting sustainable agriculture and land and water management, and (ii) increase economic productivity; (iii) strengthening and mainstream climate resilience and sustainable natural resource management activities; and (iv) promoting appropriate capacity building to attain these goals at federal, regional and at woreda levels.

Specific recommendations include:

- Incorporate measures in future interventions to build climate resilience in rural communities, particularly adaptation measures that prepare smallholder farmers and pastoralists for future climate shocks.
- Accelerate inclusive agricultural growth through greater involvement the private sector. Increasing the productivity of rural production systems is key for enhancing resilience, it requires viable investment and access to markets and finance.
- Ensure that future IFAD interventions in small-scale irrigation and pastoral community development take a more holistic perspective, including a full watershed approach, improved natural resources management and emphasis on access to finance, markets and technologies to improve economic sustainability.

¹⁶ Intended Nationally Determined Contribution (INDC), GoE, Ministry of Environment, Forest Development and Climate Change, 2015.

Country at a glance

World view	1990	2000	2015	Economy	1990	2000	2015
Population, total (millions)	48.06	66.44	99.39	GDP (current US\$) (billions)	12.18	8.24	61.54
Population growth (annual %)	3.4	2.9	2.5	GDP growth (annual %)	2.7	6.1	9.6
Surface area (sq. km) (thousands)	1,221.9	1,104.3	1,104.3	Inflation, GDP deflator (annual %)	3.3	9.5	6.4
Population density (people per sq. km of land area)	43.6	66.4	99.4	Agriculture, value added (% of GDP)	52	48	41
Poverty headcount ratio at national poverty lines (% of population)	..	44.2	..	Industry, value added (% of GDP)	10	12	16
Poverty headcount ratio at \$1.90 a day (2011 PPP) (% of population)	..	55.3	..	Services, etc., value added (% of GDP)	38	40	43
GNI, Atlas method (current US\$) (billions)	12.29	8.28	58.86	Exports of goods and services (% of GDP)	..	..	10
GNI per capita, Atlas method (current US\$)	260	120	590	Imports of goods and services (% of GDP)	..	..	27
GNI, PPP (current international \$) (billions)	20.15	32.37	160.88	Gross capital formation (% of GDP)	0	0	39
GNI per capita, PPP (current international \$)	420	490	1,620	Revenue, excluding grants (% of GDP)	12.3	11.8	..
People				Cash surplus/deficit (% of GDP)	-6.6	-4.2	..
Income share held by lowest 20%	..	..	9.1	States and markets			
Life expectancy at birth, total (years)	..	47	52	Time required to start a business (days)	..	47	19
Fertility rate, total (births per woman)	..	7.2	6.5	Domestic credit provided by financial sector (% of GDP)	39.2	48.6	..
Adolescent fertility rate (births per 1,000 women ages 15-19)	118	110	60	Tax revenue (% of GDP)	8.6	8.1	..
Contraceptive prevalence, any methods (% of women ages 15-49)	5	8	34	Military expenditure (% of GDP)	6.4	7.6	0.7
Births attended by skilled health staff (% of total)	..	6	16	Mobile cellular subscriptions (per 100 people)	0.0	0.0	31.6
Mortality rate, under-5 (per 1,000 live births)	205	145	59	Internet users (per 100 people)	0.0	0.0	2.9
Prevalence of underweight, weight for age (% of children under 5)	43.3	42.0	25.2	High-technology exports (% of manufactured exports)	..	0	4
Immunization, measles (% of children ages 12-23 months)	38	36	70	Overall level of statistical capacity (scale 0 - 100)	..	..	69
Primary completion rate, total (% of relevant age group)	23	22	54	Global links			
Gross enrollment ratio, primary, both sexes (%)	35.3	54.6	100.1	Merchandise trade (% of GDP)	11	21	37
Gross enrolment ratio, secondary, both sexes (%)	14	14	36	Net barter terms of trade index (2000 = 100)	121	100	137
School enrollment, primary and secondary (gross), gender parity index (GPI)	1	1	1	External debt stocks, total (DOD, current US\$) (millions)	8,645	5,509	16,585
Prevalence of HIV, total (% of population ages 15-49)	1.3	3.2	1.2	Total debt service (% of exports of goods, services and primary income)	39.0	13.7	7.2
Environment				Net migration (thousands)	1,445	-83	-60
Forest area (sq. km) (thousands)	167.4	137.1	125.0	Personal remittances, received (current US\$) (millions)	5	53	646
Terrestrial and marine protected areas (% of total territorial area)	17.7	17.7	18.4	Foreign direct investment, net inflows (BoP, current US\$) (millions)	0	135	2,168
Annual freshwater withdrawals, total (% of internal resources)	..	4.6	4.6	Net official development assistance received (current US\$) (millions)	1,009.3	687.2	3,585.1
Improved water source (% of population with access)	13	29	57				
Improved sanitation facilities (% of population with access)	3	9	28	Source: World Development Indicators database			
Urban population growth (annual %)	5.4	4.2	4.8	Figures in italics refer to periods other than those specified.			
Energy use (kg of oil equivalent per capita)	438	435	507				
CO2 emissions (metric tons per capita)	0.06	0.09	..				
Electric power consumption (kWh per capita)	23	23	65				

Concept note

:

Possible geographic area of intervention and target groups

12. The Federal Democratic Republic of Ethiopia consists of nine regions and two chartered cities (Addis Ababa and Dire Dawa). According to their level of economic and social development, the nine federal regions are commonly classified as the “four big regions”, and the so-called “emerging regions. The former include Tigray, Amhara, Oromia and Southern Nations, Nationalities and Peoples’ Region (SNNPR).¹⁷ They have benefitted from the Small Scale Irrigation Development Programme and also form the intervention area of its second phase (PASIDP II). The emerging regions include Benishangul-Gumuz and Gambella in the western part of the country, and Afar, and Somali regions in the east.
13. During the design of PASIDP II, the Government of Ethiopia (GoE) requested IFAD to expand the area of coverage to include some of the emerging regions, particularly Benishangul-Gumuz and Gambella. The proposed PASIDP-E will complement and expand the Participatory Small-Scale Irrigation Development Programme – Phase II (PASIDP II) in these two western regions. While the Benishangul-Gumuz Region, which shares most of its western border with Sudan is relatively stable, peace and security are rather subject to random disruptions in Gambella Region, partly due to its proximity to South Sudan, and related to its complex ethnic setting. According to IFAD’s emerging approach for engagement in situations of fragility, the situation in Gambella can be classified as fragile, placing an important responsibility on the international community of development partners, including IFAD, to assist the GoE in providing stability and prosperity for the region and its rural population. The beneficiaries of this investment would be the rural food insecure communities, particularly smallholder farmers, (agro-) pastoral households and associated businesses that engage in agricultural value chains.
14. To ensure flexibility and efficient use of resources, effective targeting of the most food insecure regions in the country, as well as a smooth transition of the PASIDP II to the envisaged PASIDP III (which would cover the geographic areas of PASIDP II and PASIDP-E), resources provided under PASIDP-E will be eligible to complement the resources targeted at the for big regions under PASIDP II.

Justification and rationale

15. The GoE and IFAD are moving to a programmatic approach with a longer-term vision for lending in the Ethiopian small-scale irrigation subsector. The first phase of the Participatory Small-scale Irrigation Development Programme (PASIDP), which was implemented during the period 2008-2015, has contributed to reduce the country’s vulnerability to adverse climate risks and drought, and to reduce rural poverty and food insecurity. The Country Programme Evaluation (CPE) of the IFAD Independent Office of Evaluation (IOE) recommended to finance a second phase of the PASIDP, as small-scale irrigation offers great potential for reducing the impact of climate change, and enhancing economic growth and poverty reduction aspirations of the GoE. In addition, the subsector is a key area of both the Growth and Transformation Plan (GTP II) and the Climate Resilient Green Economy (CRGE) strategy. Therefore the GoE and IFAD have agreed to finance PASIDP II, the second of three consecutive interventions to support small-scale irrigation development. This second phase has been approved by IFAD’s Executive Board in September 2016 and will complete and fine-tune the intervention model that was developed under the first phase. The

¹⁷ Oromia Region also enclaves the small and mostly urban Harari Region, which due to its specific characteristics is not included in this classification.

proposed PASIDP-E will expand the area of coverage to the western emerging regions Benishangul-Gumuz and Gambella.

16. The programme is based on the assumption that poor farmers who are provided with access to a secure irrigation production base as well as access to markets and services, will be able to produce and market greater volumes of produce in a profitable scenario. The watersheds contiguous with the irrigation schemes, which exhibit varying levels of degradation, will also receive investment to stabilise and improve their productive capacity and enhance resilience of systems. This will improve the prosperity, food security and nutrition of farmers, thereby improving their resilience against external shocks, including those induced by adverse weather and climate change. In order to achieve these goals, the interventions should enable increased profitable production and productivity of the targeted farmers in food insecure Woredas.
17. The main innovations in the design of PASIDP II and the proposed PASIDP-E in order to complete the small-scale irrigation model are: (i) mainstreaming of participatory planning and selection of schemes in order to ensure sustainability; (ii) developing agri-business linkages and market access in order to mitigate marketing risks, in particular for perishable high-value crops; (iii) integrating of climate change adaptation strategies, including adjacent watershed improvement and management, building on the successful experiences with the Community Based Integrated Natural Resource Management Project (CBINReMP); (iv) promoting of improved crop husbandry and access to inputs as well as improved access to financial services, so as to achieve the targeted yields and to improve water productivity of farms and schemes; (v) enhancing focus on gender and youth as priority target groups; (vi) mainstreaming nutrition-sensitive agriculture; and (vii) aligning to IFAD's new Social, Environmental and Climate Change Assessment Procedures (SECAP) and its international engagements with respect to climate change resilience.

Key Project Objectives

18. The Programme Development Objective (PDO) is to provide "improved income and food security for rural households on a sustainable basis". Assuming that it will absorb the entire financing available under the 2019-2021 PBAS cycle for Ethiopia (base scenario), based on the efficiency prospects of PASIDP II, it would reach about 90,000 beneficiary households, of which 37,500 households in irrigation schemes with fields in adjacent watershed. Small-scale irrigation allows households to evolve from one rain-fed crop per annum to one or two irrigated crop cycles in addition to one rain-fed crop cycle, which enhances their food security and allows them doubling their incomes from agriculture. In addition, 37,500 households in adjacent watershed will be trained in watershed management, conservation agriculture and sustainable rangeland management. In addition, the investment would result in about 15,000 additional jobs, of which 5,000 on the farms.

Scaling up

19. Scaling up under the programme has two dimensions. The first level of scaling up is at the investment programme level. While PASIDP has successfully piloted a participatory small scale irrigation model in Ethiopia, PASIDP II further enhances the model for greater impact. PASIDP-E will take into account additional experiences and lessons from PASIDP II and extend its coverage for outreach to the emerging regions in the country's west.
20. The second dimension of scaling up derives from the technical approach of the programme, building on models where farmers and agro-pastoralists engage successfully with offtakers and other value chain actors, the programme will facilitate linkage to markets, and services, including finance, for scaling up commercially

viable business alliances, leading to greater productivity, incomes and resilience. This dimension of scaling up thus addresses the sustainable growth of the agribusinesses that collaborate within these alliances, who, based on their own interest re-invest their growing dispensable income resources to scale up growth and impact.

Ownership, Harmonization and Alignment

21. The programme is aligned to the GDP II objectives and supports three pillars of the strategy: (i) Maintaining rapid, sustainable and equitable economic growth and development; (ii) Improving the quality, productivity and competitiveness of productive sectors to reach the potential production capacity of the economy, and increasing their production capacity; (iii) Enhance the transformation of the domestic private sector to enable them become capable development force.
22. The Programme will develop partnerships with other partners and on-going initiatives and build on their knowhow:
 - (a) the Second Phase of the Agriculture Growth Programme (AGP II) will be a partner, in particular with respect to knowledge management, institutional capacity building and policy dialogue. Regarding the selection of Woredas, AGP II and PASIDP II will be complementary interventions;
 - (b) the Sustainable Land Management Project (SLMP-2) will be a privileged partner; SLMP-2 is already active in some watersheds adjacent to irrigation schemes proposed for PASIDP investment. The PASIDP support will complement activities being already undertaken by the SLMP, but will not duplicate such interventions;
 - (c) the Ministry of Industry's Small and Medium Enterprise Finance Project will inject capacity and incremental liquidity into MFIs through the Development Bank of Ethiopia (DBE), through two main windows, including (i) lease finance to SMEs and (ii) SME lending for working capital;
 - (d) the CGIAR centres and in particular the International Crop Research Institute for the Semi-Arid Tropics (ICRISAT), the International Water Management Institute (IWMI), the Centre for International Forestry Research (CIFOR) and World Agroforestry Centre (ICRAF), which have a strong presence in Ethiopia and have been closely working with the national system on multiple agricultural and environmental issues that are relevant to PASIDP II, including water productivity, watershed management, and modelling local-level climate change scenarios;

Components and activities

23. In line with the its outcomes, the programme will have three components:
 - (a) Component A: Investment in Small-scale Irrigation Infrastructure. The expected outcome of Component A is "farmers have access to sustainable irrigation schemes". The proposed Programme aims to develop small-scale irrigation schemes. Subcomponent A.1 will support (i) the identification and selection of schemes, (ii) the feasibility studies and detailed designs following improved quality guidelines, (iii) the establishment and strengthening of Irrigation Water Users Associations, and (iv) the required environmental and social impact studies and environmental and social management plans. Subcomponent A.2 will support the development of the selected irrigation schemes, including multiple user systems alongside irrigation.
 - (b) Component B: Investment in Capacity for Sustainable Agriculture. The expected outcome of Component B would be "farmers and agro-pastoralists have increased market-oriented skills and capacity for sustainable agriculture". Component B will support a range of activities designed to ensure that the

beneficiaries operate in an environment that is more conducive to rural commercial development. Subcomponent B.1 will finance the strengthening of farmers' cooperatives, the development of agribusiness linkages and access to financial services. Subcomponent B.2 will support the improvement of crop husbandry practices mainly through farmers' research groups, extension support, including for livestock, and the availability of improved seed. The Subcomponent will also make provision for gender-activities and promotion of nutrition-sensitive agriculture. Subcomponent B.3 will support improved watershed management of adjacent watersheds and promotion of conservation agriculture and sustainable rangeland management.

- (c) Component C: Programme Management, M&E, and Knowledge Management. Component C will focus on (C.1) Learning and Knowledge Management, (C.2) Programme Management, Monitoring and Evaluation.

Preliminary Environmental and Social category

24. The Programme is preliminarily classified as Environmental and Social Category B, as it will avoid dams, resettlement and contested lands and focus on smaller schemes. An Environmental and Social Management Framework (ESMF) and Free Prior and Informed Consent (FPIC) Implementation Plan will be developed to guide the Programme during implementation.

Preliminary Climate Risk classification

25. In terms of climate risk, PASIDP-E classification is preliminarily 'medium'. The climate risks will be mitigated by increasing the ability of the affected communities to adapt to environmental and economic variability, demographic shifts shocks and long term changes.

Costs and financing

26. The programme will absorb IFAD's full PBAS allocation for the 2019-2021 cycle, which can be estimated at USD100-125 million. Cofinancing options will be explored particularly with regard to financing the Sustainable Land Management Activities from the Global Environment Fund, the ASAP Trust Fund, and other climate finance mechanisms.

Organization and management

27. Organization and Management will rely on the arrangements already established under PASIDP and PASIDP II. The Ministry of Agriculture and Natural Resources (MoANR) will be the lead executing agency. The Minister of State for Natural Resources will be responsible for coordinating implementation with support from the Directorate of Small Scale Irrigation, which will ensure adequate engineering skills in support of the Irrigation Water User Associations. The Federal and Regional Programme Coordination Management Unit of PASIDP II will provide day to day management.

Monitoring and Evaluation indicators, KM and Learning

28. Key performance indicators for monitoring outcome project progress against targets are provided in the project Logical Framework (Logframe) and in line with the Result Management Framework for the COSOP. The PCMU will be responsible for monitoring, compilation and reporting of key programme performance indicators and outcomes including the Results and Impact and Management System (RIMS), disaggregated by gender and youth whenever possible. Implementing agencies are also responsible to report on the selected outcome and RIMS indicators. A baseline survey will firm up benchmark data for impact assessments at Mid-Term Review (MTR) and completion. The M&E system will track, assess and report on programme

implementation progress at three levels: (i) outputs; (ii) outcomes; and (iii) impact. The system will also provide information to conduct thematic studies, document and incorporate lessons learned into programme implementation.

29. Learning and Knowledge Management (L&KM) will play an important role in the Programme's planning, supervision, monitoring and evaluation system, helping to inform activities, replication and scaling up. It will serve as a foundation for replication of successes, provide the analytical basis to resolve challenges, and help to adapt activities to changing social and economic circumstances in the target schemes. The learning and knowledge management strategy to be developed during the first year of PASIDP II will guide action also under PASIDP-E. The strategy will outline systems, processes and responsibilities to ensure that the project will generate, capture, document, package, use and disseminate knowledge and lessons learnt throughout the programme as well as externally.

Risks and mitigation measures

30. The design of PASIDP II has benefited from a Risk Assessment Study recently undertaken by the Platform for Agricultural Risk Management (PARM). The Risk Assessment Study identified and prioritized the following major risks: (1) droughts, (2) livestock diseases and (3) crop pest-diseases and price variations. PASIDP-E is expected to mainly improve farmers' management of moderate and low risks (ex. dryness) while for extreme risks (extreme droughts) interventions of macro level actors will remain required. Price variations are recognized by farmers as a major risk, often due to their limited access to different markets and the tendency to produce the same commodities during the year. The increased productivity in the irrigations schemes supported by PASIDP-E may actually amplify these risks, if no viable market is available. PASIDP-E will therefore provide strong support on agribusiness linkages and marketing, ensuring that increase productivity effectively increases income and prosperity.
31. In addition to the above agricultural risks, the fragile situation in Gambella region poses the risk of continued violent conflict, including cross-border operations of militia and ethnic clashes that may disrupt the smooth functioning of the programme's activities, and temporarily restrict IFAD's ability to supervise some of the field activities. In order for the programme not to aggravate the fragility in the region, utmost care will be given to implementing the SECAP procedures by assessing the social and economic viability of any investments, and to ensuring Free Prior and Informed Consent of the affected populations. As such, the programme is expected to also provide and institutional support to arbitrating communities' interests to bring about development and prosperity.

Timing

32. The programme will be presented to the Executive Board for approval once the new PBAS allocation is available for commitments under IFAD 11, i.e. in April 2019.

Logical Framework

Results Hierarchy	Performance Indicators			Means of Verification			Risks Assumptions
	Indicators ¹⁸	Baseline	End Target ¹⁹	Source	Frequency	Responsibility	
Goal: Increased prosperity and improved resilience to shocks in food insecure areas of Ethiopia	▪ # of HH participating in the Programme graduated above the poverty line 3/4 years after schemes are operational	TBD ²⁰	TBD	Reference surveys	PY1, PY7	FPCMU, consulting firm	
	▪ % increase in value of assets of participating households	TBD	TBD	Reference surveys	PY1, PY7	FPCMU, consulting firm	
	▪ % reduction in prevalence of child malnutrition	TBD	TBD	Reference surveys	PY1, PY7	FPCMU, consulting firm	
	▪ Number of smallholder household members supported in coping with the effects of climate change (ASAP indicator) ²¹	0	400,000	Reference surveys	PY1, PY3, PY7	FPCMU, consulting firm	
Development Objective: Improved income and food security for rural households on a sustainable basis	▪ # of direct beneficiary households	0	100,000	Progress reports	Annual	FPCMU, consulting firm	Effective agribusiness linkages
	▪ Increase in household income from project support			Reference surveys	PY1, PY3, PY7	FPCMU, consulting firm	Efficient start-up

20

¹⁸ If possible, indicators are disaggregated by gender of household head, gender and age.

¹⁹ The impact survey of PASIDP (IFAD, 2016) was used to determine the end targets.

²⁰ TBD= To Be Determined after baseline survey

²¹ Measured by household resilience index. To be determined at the beginning of the programme with the technical assistance of IFAD-ECD team

Component 1: Investments in Small-Scale Irrigation								
Outcome 1: Farmers have sustainable access to irrigation schemes	▪ # of farmers that have access to irrigation schemes	0	37,750	Surveys and specialized studies	PY1, PY7	PY3,	RPCMU, implementers	Ownership of beneficiaries in irrigation schemes (A)
	▪ Hectares under irrigation operational	0	18,500					No elite capture (R)
Component B: Investment in capacity for sustainable agriculture								
Outcome 2: Farmers have increased market-oriented skills and capacity for sustainable agriculture.	▪ 70,000 households achieve at least 50% increase in farm income	TBD	TBD	Surveys and specialized studies	PY1, PY3, PY7		FPCMU and consulting firm	Access to financial services (A) Sufficient capacity of public services (A) Climate change measures adopted (A)

**Up to 15 indicators including a few optional RIMS indicators. In addition to these, RIMS mandatory indicators must be added. **The distribution of indicators is illustrative
***Intermediate targets for the Goal and Outputs are o*

Key file 1: Rural poverty and agriculture/rural-sector issues

Priority Areas	Affected Groups	Major Issues	Actions Needed
Land related issues	Rural HHs (pastoralist and sedentary)	<ul style="list-style-type: none"> • Landlessness, migration • Tenure insecurity • Fragmentation • Land Policy and Administration (pastoral areas) • Title and registration 	<ul style="list-style-type: none"> • Economic diversification; e.g., off-farm activities, off-farm activities • Land certification • Formulation of pastoral land policy • Intensive farming
Vulnerability to disasters	Rural HHs (pastoralist and sedentary)	<ul style="list-style-type: none"> • Poor early warning system and response • Limited attention to prevention and preparedness 	<ul style="list-style-type: none"> • Strengthening customary institutions and local coping mechanisms • Decentralization of response • Empowering regions to establish their own warehouse system • Working on preventive measures
Marketing	Smallholder producers and herders	<ul style="list-style-type: none"> • Poor marketing infrastructure (information system, warehousing, transportation, etc.) • Taxation (livestock) 	<ul style="list-style-type: none"> • Creating and/or strengthening (scaling up) marketing infrastructure; facilitation and support to access existing and new markets • Strengthening farmer organizations • Establishing cross-border livestock marketing
Rural financing	Poor households particularly female headed households, rural SMEs	<ul style="list-style-type: none"> • Limited access • Cultural and religious barrier • Limited capacity of MFIs 	<ul style="list-style-type: none"> • Enhance outreach of rural financial institutions • Support linkages of RFIs with commercial banks • Customize credit system to local culture and religion
Natural resource management	Smallholders both highland and lowland	<ul style="list-style-type: none"> • Land degradation • Deforestation • Siltation • Flood • Loss of biodiversity • Encroaching plants 	<ul style="list-style-type: none"> • Land rehabilitation • Watershed management
Low agricultural/livestock productivity in the highlands	Small farmers	<ul style="list-style-type: none"> • Low yield • Low quality • Limited extension service • Low agricultural input supply 	<ul style="list-style-type: none"> • Enhance access to technologies through involvement of the private sector • Strengthening farmers' organizations • Strengthening small scale irrigation and water management

Priority Areas	Affected Groups	Major Issues	Actions Needed
Pastoral development	Pastoralists and agro-pastoralists	<ul style="list-style-type: none"> • Poor infrastructure and social services • Animal feed, water, health, husbandry problems • Low animal productivity 	<ul style="list-style-type: none"> • Providing mobile social service • Water and rangeland management • Improved animal breeding • Introduction of forage development
Social institutions	Rural households	<ul style="list-style-type: none"> • Weak link with formal institutions • Legal status 	<ul style="list-style-type: none"> • Harmonizing informal and formal institutions • Strengthening informal institutions

Key file 2: Organizations matrix (strengths, weaknesses, opportunities and threats analysis)

Institution	Strengths	Weaknesses	Opportunities/threats
Ministry of Finance and Economic Cooperation (MoFEC)	<ul style="list-style-type: none"> • Strong leadership for cross-sectoral development • Knowledge and experience of IFAD procedures • Experience in decentralized flow of funds • Good mechanism for monitoring and budget implementation 	<ul style="list-style-type: none"> • Inadequate financial management capacity at local levels • Centralized systems and procedures • Weak financial base 	<ul style="list-style-type: none"> • Decentralization will require human resource development, staff training and improvement of the MIS
Ministry of Agriculture and Natural Resources (MOANR)	<ul style="list-style-type: none"> • Technical expertise and experience in many relevant technical areas • Experience and knowledge of IFAD • Presence of organizational structure down to the grass-roots level • Strategy for gender mainstreaming • Platform for DP-GoE coordination, harmonization & alignment 	<ul style="list-style-type: none"> • Limited institutional capacity, particularly at local levels • High turnover of staff • Poor logistics support for field operations • Lacks sufficient qualified staff to provide leadership in some key technical areas especially at woreda levels 	<ul style="list-style-type: none"> • Decentralization will require human resource development, staff training and improvement in service delivery • Role in developing methodology for participatory rural development that involves the communities • Gender issues receive prominence in all development programmes
Ministry of Federal Affairs and Pastoral Development	<ul style="list-style-type: none"> • Presence of organizational structure at regional level • Experience in coordination of the implementation of pastoral community development programmes • Strategy for pastoral areas development • Committed to support community demand driven development approach 	<ul style="list-style-type: none"> • Limited institutional capacity at regional and local levels • Limited logistics support for field operations particularly at the regional and local level • Lack strong incentive system that can help to attract and retain experienced and qualified staff 	<ul style="list-style-type: none"> • Implementation of pastoral community programmes will require human resource development, staff training and improvement in service delivery • Project and donor dependent
Ministry of Environment, Forestry and Climate	<ul style="list-style-type: none"> • Experience in policy and strategy formulation • Linkages with environmental policy processes at international level • Experience and knowledge of GEF 	<ul style="list-style-type: none"> • Ineffective enforcement of existing environmental policies and legislations • Inadequate staff capacity 	<ul style="list-style-type: none"> • Interest of international donor community to support environmental interventions • Weak linkage with regional environmental institutions • Conflict between long-term

Institution	Strengths	Weaknesses	Opportunities/threats
			environmental benefits and short-term economic needs of producers
Ministry of Livestock & Fishery Resources	<ul style="list-style-type: none"> Available 15 year livestock master plan Presence of organizational structure down to grassroots 	<ul style="list-style-type: none"> Limited logistics support for field operations Limited institutional capacity at federal, regional & local levels 	<ul style="list-style-type: none"> Newly established and hence requires effort of coordination, harmonization and alignment
Institute of Biodiversity Conservation (IBC)	<ul style="list-style-type: none"> Experience in policy and strategy formulation Experience in biological resource assessment Strong technical capacity 	<ul style="list-style-type: none"> Lack of organizational structure at regional and local levels Weak link with sectoral institutions 	<ul style="list-style-type: none"> Interest of international donor community to support biodiversity conservation interventions Conflict between long-term biodiversity conservation and short-term economic needs of producers
Regional Government Bureaux	<ul style="list-style-type: none"> Local presence and knowledge High level of autonomy to execute their own development programme 	<ul style="list-style-type: none"> Inadequate transport and budget, particularly allowance for field visits Limited management capacity 	<ul style="list-style-type: none"> Major role in support of the policies of decentralization
Ethiopian Institute of Agricultural Research	<ul style="list-style-type: none"> Local knowledge and familiarity with critical issues and experience 	<ul style="list-style-type: none"> Lack of manpower and resources for continuing its activities and programmes 	<ul style="list-style-type: none"> Can be linked with all ongoing programmes supported by the donors
Development Bank of Ethiopia	<ul style="list-style-type: none"> Experience and knowledge of rural finance programme implementation Experience and knowledge of IFAD's rural finance policy 	<ul style="list-style-type: none"> Limited management capacity 	<ul style="list-style-type: none"> Limited autonomy and centralized management approach
National Bank of Ethiopia	<ul style="list-style-type: none"> Mandate in developing rural finance policy Some experience in microfinance institutions supervision 	<ul style="list-style-type: none"> Limited institutional capacity Lack strong incentive system that can help attract and retain experienced and qualified staff 	<ul style="list-style-type: none"> Limited autonomy and centralized management Strong support from government
Association of Ethiopian Microfinance Institutions (AEMFI)	<ul style="list-style-type: none"> Credibility with regional and local MFIs Processes strong national network of MFIs Knowledge and experience in rural finance Proactively involved in the implementation of IFAD supported RUFIP 	<ul style="list-style-type: none"> Limited institutional capacity Limited financial capacity Project and donor dependent 	<ul style="list-style-type: none"> Credibility with both federal and regional government as committed partner Potentially strong and reliable partner for possible future programmes in the field of rural microfinance
Federal Cooperative Agency (FCA)	<ul style="list-style-type: none"> Mandate in promotion of RUSACCOs Some experience and support for decentralization 	<ul style="list-style-type: none"> Limited institutional capacity particularly at regional and local levels 	<ul style="list-style-type: none"> Major role in the design and implementation of agricultural cooperative development policies

Institution	Strengths	Weaknesses	Opportunities/threats
	<ul style="list-style-type: none"> • Experience with and knowledge of IFAD • Presence of organizational structure down to the grass-root level 	<ul style="list-style-type: none"> • Lack strong incentive system that can help to attract and retain experienced and qualified staff 	<ul style="list-style-type: none"> • Strong government support
Microfinance Institutions	<ul style="list-style-type: none"> • Credibility with local communities and government • Experience with provision of microfinance services to large number of rural households • Committed to provide financial services to poor rural households • Experience and knowledge of IFAD rural finance policies • 	<ul style="list-style-type: none"> • Limited institutional capacity and outreach • Limited source of finance 	<ul style="list-style-type: none"> • Wide opportunities for expansion of financial services to the rural areas • Opportunities for knowledge sharing and increased partnership
RUSSACCOS	<ul style="list-style-type: none"> • Ownership by beneficiaries • Experience and knowledge of establishing member based microfinance 	<ul style="list-style-type: none"> • Limited management capacity • Limited saving capacity • Lack of skill and experience in preparation of business development plans • Lack manpower and resources to successfully carry out their responsibilities 	<ul style="list-style-type: none"> • Possibility for increased partnership
Local NGOs	<ul style="list-style-type: none"> • Credibility with local communities • Experience in capacity building • Empowerment and advocacy 	<ul style="list-style-type: none"> • Financially weak and donor dependent • Technically weak in agriculture, irrigation, SLM, etc 	<ul style="list-style-type: none"> • Possibility of partnership in project interventions • Grant-funded and subsidized operations may create dependency

Key file 3: Complementary donor initiatives/partnership potential

Donor/Agency	Nature of Project/Programme	Project/Programme Coverage	Status	Complementarity/Synergy potential
IDA and other Donors	Productive Safety Net Programme IV	National	Under Implementation	Strong, linkage to catchment protection and watershed development as well as alternative livelihood options
IDA/Germany/BMZ (GIZ/KfW), Norway	Sustainable Land Management Programme II	National	Under implementation	Very strong complementarity and linkage to small scale irrigation development
MoANR	Rural Economic Development and Food Security Sector Working Group/RED&FS SWG platform a joint government and donor platform	National	Operational	Platform for alignment, harmonization, coordination, knowledge management and networking
World Bank/AfDB/GIZ/KfW	Drought Resilience & Sustainably initiative programme	National –(agro-) pastoral woredas of Somali, Afar, Oromia & SNNPR	Under implementation	Strong, alignment harmonization and knowledge management
Canada (DFATD)				
IFAD	Rural Finance Intermediation Programme/RUFIP III	National	Under implementation	Very strong, as part of the support for value chain approach
IFAD	Agriculture Market Improvement Project	National	Completed but likely to be included in the design of PASDIP II	Very strong, enhancement of implementation capacity through value chain approach
IFAD	CBINReMP	Amhara region	Under implementation	Moderate, experience in packaging best experience for scaling up
USAID	Agricultural Growth Programme- Agricultural Market Development (AGP-AMD)	National	Under implementation	Moderate, alignment, harmonization and knowledge management
USAID	The New Alliance for Food Security and Nutrition	National	Under implementation	Moderate, alignment, harmonization and knowledge management
USAID	Feed the Future	National	Under implementation	Moderate, alignment, harmonization and knowledge management
EU	EU Resilience Building Programme in Ethiopia (RESET II)	National	Under implementation	Moderate, alignment, harmonization and knowledge management

Key file 4: Target group identification, priority issues and potential response

Typology	Poverty Level and Causes	Coping Actions	Priority Needs	Support from Other Initiatives	COSOP Response
Poor farmers/pastoralists	<ul style="list-style-type: none"> • Few assets/destitute • Limited access to land • Limited access to credit • Few economically active household members • Vulnerable to natural disaster • Low literacy level 	<ul style="list-style-type: none"> • Mobility • Migration to rural areas to search for temporary employment • Sell possessions • Depending on transfer/public or private 	<ul style="list-style-type: none"> • Employment opportunities • Income generating schemes/off-farm activities • Skill training • Asset protection schemes • Credit access 	<ul style="list-style-type: none"> • Regional government and NGO intervention like PSNP/cash /FFW programmes 	<ul style="list-style-type: none"> • Strengthen MFIs • Introduce labour intensive agricultural production technologies • Promote small scale irrigation development • Strength existing customary EWS • Enhance mobile social services
Youth	<ul style="list-style-type: none"> • Landlessness • Unemployment 	<ul style="list-style-type: none"> • Dependence on family income 	<ul style="list-style-type: none"> • Employment creation/Non farm • Skill training • Credit facilities • 	<ul style="list-style-type: none"> • Regional government and NGO interventions like C/FFW programmes 	<ul style="list-style-type: none"> • Organizing youth groups • Provide credit facilities • Land tenure and administration
Women headed households	<ul style="list-style-type: none"> • Few assets • No land or little • Limited access to credit • Few economically active household members • Vulnerable to natural disaster • Low literacy level 	<ul style="list-style-type: none"> • Sells possessions • Depending on transfer/public or private 	<ul style="list-style-type: none"> • Employment opportunities • Income generating schemes/Non/off farm activities • Skill Training • Asset protection schemes • Credit access 	<ul style="list-style-type: none"> • Regional government and NGO intervention like PSNP /FFW programmes 	<ul style="list-style-type: none"> • Organize women group • Provide credit facilities • Facilitate income generation activities especially for women • Provision of mobile social services /health education...